Vol. 7 • No. 22 • Du 11 au 17 Décembre 2013 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

POURQUOI L'IMPÉRIALISME PLEURE MANDELA?

Voir page 4

La mort de Mandela souligne le fait qu'il n'y a pas d'autre voie pour aller de l'avant pour la classe ouvrière d'Afrique du sud, et en faite du monde entier, hormis la lutte de classe et la révolution socialiste.

LE SUD SE SOULÈVE CONTRE MARTELLY!



Voir page 4

Aux Cayes, le samedi 7 décembre 2013, au cours d'une manifestation populaire, les Cayens acclament le Sénateur Moise Jean-Charles pour son courage et sa détermination face à l'outrage de Martelly-Lamothe



Manifestasyon kont desizyon ak move zak otorite dominiken yo

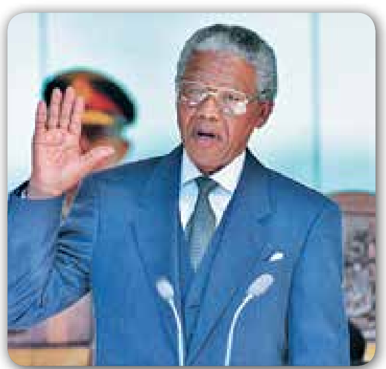
Page 6

English Page 9



Haïti, vue de l'intérieur : Les transports en commun

Page 7



Nelson Mandela: un humaniste, un patriote, un révolutionnaire tombeur de l'apartheid, un géant de l'Histoire

Page 10



La France accentue son intervention militaire en Centrafrique !

Page 17

Le sens d'une mobilisation de classe pour consolider le camp populaire!

Par Berthony Dupont

Une chose est évidente : l'histoire de toute société est celle de la lutte des classes; et la notion de conscience de classe reste toujours vivante et d'actualité tant que nous fonctionnons dans une société basée sur le profit et dans laquelle la politique régit les rapports de forces.

En effet, la chute du régime dictatorial des Duvalier en 1986 a non seulement grandement activé l'avènement sur la scène politique des masses populaires haïtiennes, éveillées, mais elle nous a surtout permis d'engranger des acquis démocratiques, politiques, idéologiques, culturels, solides pour l'avancement de la lutte de libération nationale, pour la plus grande compréhension dialectique de cette lutte.

C'est ainsi que le mouvement Lavalas né à ce moment-1à, n'a pas échappé à une certaine transformation idéologique et politique lorsqu'il a été sournoisement infiltré par des forces obscures, réactionnaires, représentées par les macoutes, aussi bien que par l'impérialisme à travers la bourgeoisie, de façon à barrer la route du pouvoir aux vrais représentants de la classe des démunis, ces forces ne visant que leurs propres intérêts économiques d'oppresseurs. Une fois qu'elles ont eu fini ce processus d'infiltration, l'image de la nouvelle société que les masses veulent bâtir, depuis 86, n'est devenue qu'un mirage trompeur.

Malgré que les masses populaires aient élu un président à la majorité absolue aux élections de 1990, qu'allaient faire les pays impérialistes, sept mois plus tard ? Aidés des éléments opportunistes macoutes, bourgeois et petit-bourgeois au sein du mouvement même, ils ont, non seulement fomenté un coup d'État, mais ont réussi à déstabiliser complètement le pays. Le FNCD qui chapeautait légalement la candidature d'Aristide était pleinement dans le coup. Dans cette perspective, on ne perdra pas de vue le rôle joué, plus tard auprès de l'impérialisme, par certains cadres proches d'Aristide comme par exemple René Garcia Préval, Lesly Voltaire, Gérard Pierre Charles, Père Antoine Adrien, Jean Casimir, Fritz Longchamp ainsi qu'un ancien macoute en la personne de Bayard Vincent, ex-ministre Lavalas de la Justice et autres magouilleurs. On pourrait même les soupçonner d'avoir travaillé contre le régime, surtout du fait qu'ils applaudissaient des deux mains le retour à l'ordre constitutionnel de Clinton flanqué de 20 milles marines américains en octobre 1994.

Même répétition lors du coup d'État de 2004, à un moment où l'organisation Lavalas était envahie par des éléments de cinquième colonne à l'instar d'un Yvon Neptune, d'un Mario Dupuy, d'un Lesly Voltaire, d'un Jonas Petit, d'un Anthony Dessources, d'un Stanley Théart, de Marc Bazin, de Garry Lissade et d'autres. Et quelles furent les principales victimes, hormis le peuple avec des milliers de cadavres et Aristide lui-même, bien entendu.

Et même à ce stade, nous n'avons pas encore fini de remarquer que les agendas de la bourgeoisie et du macoutisme ne sont pas ceux des masses populaires. ? N'est il pas opportun dans le cadre d'une lutte véritable de changement, de ne pas continuer à persister dans l'erreur, mais de faire travailler nos méninges pour tirer des leçons du passé ? Autrement, il reviendra aux éléments clairvoyants au sein du peuple, luttant avec le peuple, le soin de clarifier les choses !

C'est dans ce contexte que nous devrions comprendre la lutte ouverte de classe qui s'est déclenchée au sein du parti Lavalas avec des militants qui refusent que ces mêmes opportunistes déguisés en démocrates, cette petite bourgeoisie réformiste encadrée de gros bourgeois, ne reviennent une fois de plus magouiller avec l'impérialisme pour maintenir leurs privilèges de classe, passer une corde au cou du peuple, continuer leur pouvoir de domination, de manière à perpétuer leurs mécanismes de pillage des ressources naturelles du pays.

Et ce n'est pas sans raison qu'ils tiennent seulement et avant tout à la politique électoraliste, visant ainsi une solution de replâtrage, sachant que ce sont eux qui vont être les candidats, les ministres, les directeurs généraux ; pas les laissés-pour compte au sein du mouvement. Qui pis est, même si Aristide était de bonne foi, il arrive qu'il ne peut plus être candidat à la présidence; et c'est dans ce sens que le rapport de force au sein du parti n'est plus en faveur des masses populaires.

L'ex-président Aristide tient-il à ce que les Narcisse, Dessources, Roumain, Julien, Vorbes, Nicolas et autres continuent à emmener le peuple à la traîne de la bourgeoisie patripoche pro-impérialiste ? Si tout cela est vrai, nous assistons donc à la même politique d'antan qui nous a conduits aux deux derniers coups d'État. C'est cette même perspective de voir piéger encore les masses qui se dessine à l'horizon, avec ces loups dans la bergerie, toujours prêts à dévorer le peuple pour satisfaire leurs objectifs et promouvoir leurs intérêts de classe.

C'est là qu'il faut comprendre le sens de la lutte que nous menons et à laquelle s'est engagé un leader paysan lavalassien conséquent, le sénateur Moise Jean Charles et tant d'autres compatriotes pour dénoncer les *restavèk* de l'impérialisme, ces requins qui font le dos rond derrière et autour d'Aristide.

Il ne nous sera pas donné de trahir la vérité historique, encore moins de faire taire notre conscience de classe. Voilà pourquoi, nous soutenons le camp populaire qui par expérience se refuse à s'engager dans des élections sous le contrôle des forces occupantes. Cela explique que des patriotes, des militants conséquents, ne voulant pas être complices de cette petite clique macouto-bourgeois qui s'est accaparée de Fanmi Lavalas, du fait qu'Aristide a décidé de prendre sa retraite politique pour s'occuper uniquement – et apparemment – de l'éducation, ont pris les devants pour rappeler que la mobilisation du peuple ne doit pas être freinée ni s'éteindre avec l'éclipse d'Aristide de la politique active.

Nous dénonçons tout compromis contre-nature avec le pouvoir et l'impérialisme. L'unique solution est de nous organiser en luttant contre l'occupation du pays, contre les trafiquants de drogue au pouvoir, au service de l'impérialisme. L'unique alternative est de changer cet appareil d'État corrompu et pourri pour le remplacer par un autre au service du peuple en passant par l'instauration d'une autre mentalité, d'une autre société démocratique et populaire sans exploitation, ce qui est une étape nécessaire et indispensable pour casser les chaînes de servitude que l'impérialisme nous a imposées afin de nous exploiter au maximum.

Haïti doit être indépendante, progressiste et socialiste!

Vive une mobilisation de classe !

HAITI LIBERTÉ
1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Salaire minimum: 25G, est inacceptable

Alors que les 31 mille ouvriers des factories de la sous-traitance ont exigé dans les différentes formes de manifestation 500 gourdes comme salaire minimum pour 8 heures de travail par jour, le Conseil Supérieur des Salaires (CSS) a voté avec 8 voix pour et 1 contre, le salaire minimum varie entre 125 à 300 gourdes par secteur d'activistes. Le salaire minimum ne bouge pas réellement puisque depuis l'année 2009, on a fixé le salaire minimum jusqu'à 300 gourdes. Seuls les ouvriers de la catégorie C ont bénéficié une miette de 25 gourdes. Cette décision prendra effet à partir du 1er Janvier 2014.

La loi de 2009 a fixé le salaire minimum de référence dans les établissements industriels à 200 gourdes depuis octobre 2012, un (1) an plus tard le Conseil Supérieur des Salaires l'a porté à 225 gourdes, c'est-à-dire une augmentation de 25 gourdes ou 0,58$ soit une augmentation de 12,5% qui ne correspond pas à la hausse du coût de la vie sur le marché. Le Conseil Supérieur des Salaires composé de 3 représentants du secteur patronal, 3 représentants du secteur syndical et 3 représentants du gouvernement kaletèt Martelly-Lamothe ont eu l'audace de fixer le salaire minimum à 225 gourdes et les 3 soi-disant représentants des ouvriers de ce Conseil ont choisi de voter une telle augmentation, alors ils encouragent les ouvriers à réclamer 500 gourdes comme salaire. Est-ce la capitulation des 3 représentants des ouvriers, un deal ou une compromission au détriment de ceux qu'ils représentent. De toute façon, c'est inacceptable d'admettre une telle humiliation aux rudes travailleurs haïtiens qui n/ont que leur force de travail pour survivre. Ils ont été trahis par ceux-là même qui les représentent, c'est une honte !

A cette phase du combat, les ouvriers doivent non seulement poursuivre la lutte pour le changement dans leurs conditions de vie, mais également contre les soi-disant représentants dans ce conseil.

En mémoire de Sonia Pierre, solidarisons-nous avec les Dominicains d'origine haïtienne

Par Colette Lespinasse

Le 4 décembre de cette année ramène le décès de Sonia Pierre et le 7 décembre ses funérailles. Sonia Pierre, fut cette militante de droits humains, qui a donné sa vie pour défendre les droits des personnes d'ascendance haïtienne nées en République Dominicaine. En raison de son combat, elle avait reçu beaucoup d'attaques, a été humiliée, menacée par ceux et celles en République Dominicaine qui n'ont jamais accepté l'histoire des relations haitiano-dominicaines ; une histoire marquée par la présence de nombreux immigrants et immigrantes venus d'Haïti qui ont travaillé pour le développement du pays voisin.

Malgré son départ prématuré (Sonia est morte en 2011 d'une crise cardiaque à l'âge de 48 ans), son combat n'est pas terminé. De nombreux jeunes, filles et garçons dominicains d'origine haïtienne, ont repris le flambeau de la dignité. Aujourd'hui, ils sont des milliers à protester contre la Sentence 168-13 de la Cour Constitutionnelle dominicaine qui veut les rendre apatrides en leur retirant leurs documents d'identité que l'Etat dominicain lui-même leur avait délivrés. « C'est la première fois dans l'histoire du monde que nous voyons un national se convertir en étranger dans son propre pays, sans aucune provision légale en la matière, en violations de toutes les normes et règlements du droit international » a écrit Jenny Carolina Moron, avocate de Mudha (Movimiento de Mujeres Dominico-Haitianas », cette organisation de femmes que Sonia Pierre avait fondée.

Cette sentence a des incidences dramatiques sur le moral de ces jeunes qui se sentent comme emprisonnés dans un pays qui les a vus naître, grandir, se reproduire et qui décide aujourd'hui de les rejeter. Certains d'entre eux qui avaient l'habitude de voyager ne le peuvent plus car on refuse de renouveler leurs passeports. D'autres perdent des opportunités de s'inscrire à l'université, de trouver un emploi, des bourses d'études et même pour déclarer la naissance de leurs enfants. L'application de cette sentence mettra en péril tous les actes juridiques que ces personnes avaient contractés à partir de leurs documents d'identité



Sonia Pierre

et aura également des conséquences désastreuses sur des dominicains qui n'ont aucun lien avec Haiti. « Des personnes qui ont exercé leurs droits civils, sociaux et politiques, qui ont voté, acheté et vendu des biens, authentifié ces actes légaux et actions de la vie commune à partir de leur documents d'identité, peuvent-elles être confrontées à une remise en question des actes posés. En provoquant une désertion ou la clandestinité de ces personnes devenues brusquement apatrides, la sentence de la Cour Constitutionnelle dominicaine va créer un chaos social, avec des risques pour les groupes vulnérables de perdre des biens qu'ils ont acquis en utilisant les documents que l'Etat leur avait donnés », a écrit encore Mme Moron.

L'avenir de ces Dominicains en République Dominicaine demeure sombre quelle que soit l'issue de la situation provoquée par l'adoption de la décision de la Cour Constitutionnelle. Ils ont donc besoin de toute notre solidarité, de notre compréhension, de notre appui moral pour tenir.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Sonia Pierre, le GARR convie tous les Haïtiens et Haïtiennes à se montrer compréhensifs en aidant ces gens, si jamais elles sont expulsées et se retrouvent sur votre chemin. Il demande également aux organisations haïtiennes de participer à différentes activités de mobilisation pour continuer à dénoncer cette sentence inhumaine.

En mémoire de Sonia Pierre, continuons la lutte pour le respect des droits des immigrants haïtiens et de leurs descendants en République Dominicaine.

Colette Lespinasse
Coordonnatrice du Bureau
Exécutif du GARR

Décès

Haiti Liberté annonce avec infiniment de peine de la nouvelle de la mort de Mme Andréa Dorica survenue le samedi 30 novembre dernier à l'age de 73 ans après une maladie courageusement supportée. Feue Andréa Dorica fut grand-mère de notre collaborateur au journal Wendel Polynice.

En cette douloureuse circonstance, nous envoyons nos chaleureuses sympathies particulierement à son mari Exavier St Val ; ses enfants Sonia, Michelet, Gladys, Dima, Racine, Jéramène, Nicole ; ses petits enfants : Wendel, Daniel, Herby, Corina, Nadege, Clifford, Caslande, Guerda, Medjina, Luna, Sarah, Darline, Manno ; ses amis : Tercier Daniel, Yves Lubin et Wildride Belgarde ; aux familles Dorica, St Val, Polynice, Jean Pierre, Elie, Germain, Lubin, ainsi qu'à tous les parents et alliés que ce deuil afflige.

Les funérailles de Mme Andréa Dorice auront lieu ce samedi 14 décembre 2013 à l'Eglise Chrétienne du Bon Samaritain, sise à la Rlle Volcy # 124 sur la Route Nationale #1, Port-au-Prince, Haiti.

Paix à son ame

Pourquoi l'impérialisme pleure Mandela !



Poignée de main entre les présidents Barack Obama et Raul Castro sous l'œil de la présidente du Brésil Dilma Roussef, pendant l'hommage rendu mardi 10 décembre à Nelson Mandela à Soweto



Mandela et Khadafi

Par Bill Van Auken

Le décès de Nelson Mandela à l'âge de 95 ans a suscité dans le monde entier un exercice de deuil officiel pratiquement sans précédent.

Il est certain que les travailleurs en Afrique du sud et internationalement rendent hommage au courage au sacrifice dont a fait preuve le dirigeant du Congrès national africain (ANC), ainsi qu'aux milliers d'autres qui ont perdu la vie et la liberté, durant ses longues années d'illégalité, de persécution et d'emprisonnement sous le régime détesté de l'apartheid.

Mais les gouvernements capitalistes et les médias qui sont à la botte des grandes entreprises, se sont précipités pour présenter leurs condoléances pour leurs propres raisons. On compte parmi eux des chefs d'Etat qui, il y a un demi-siècle, soutenaient le régime de l'apartheid en Afrique du sud et qui ont contribué à la capture et à l'emprisonnement de Mandela comme « terroriste ».

Barack Obama, qui préside les horreurs de Guantanamo et un système carcéral américain qui retient 1,5 millions de personnes derrière les barreaux, a publié un communiqué où il s'est lui-même déclaré « être l'un de ces millions de gens pour lesquels « l'homme qui a passé 27 ans à la prison de Robben Island » a été une inspiration.

Le premier ministre britannique, David Cameron, porte-drapeau du parti droitier Tory, a ordonné de mettre en berne le drapeau au 10 Downing Street en proclamant que Mandela était « un géant de notre époque, une légende durant sa vie, et maintenant dans la mort – un véritable héros mondial. »

Des milliardaires comme Michael Bloomberg, qui a ordonné que les drapeaux soient mis en berne à New York, et Bill Gates se sont sentis obligés de publier leurs propres communiqués.

Ce qui est frappant dans les boniments moralisateurs que nous servent les médias à l'occasion du décès de Mandela, est de voir comment l'homme dont la vie est inextricablement liée à l'histoire et à la politique de l'Afrique du sud, est transformé en une icône totalement apolitique, un véritable saint dont, pour reprendre les propos d'Obama, les « décisions [sont] guidées non pas par la haine, mais par l'amour. »

Qu'est-ce donc que les oligarques capitalistes d'un pays après l'autre pleurent vraiment dans la mort de Mandela ? Ce n'est incontestablement pas sa volonté de résister à un système oppressif. Ils sont tous prêts à punir cela d'une peine d'emprisonnement ou de l'assassinat par drones.

La réponse se trouve plutôt dans la crise sociale et politique actuelle que traverse l'Afrique du sud, ainsi que dans le rôle historique joué par Mandela pour préserver les intérêts capitalistes de ce pays dans un contexte des plus explosifs.

Il est significatif que la veille de la mort de Mandela, l'Institut pour la justice et la réconciliation d'Afrique du sud (Institute for Justice and Reconciliation) ait publié un rapport annuel montrant que les personnes interrogées estimaient, à une écrasante majorité, que les inégalités de classe représentaient la question primordiale de la société africaine. Deux fois plus de gens interrogés (27,9 pour cent) citaient la classe sociale et non l'origine ethnique (14,6 pour cent) comme étant « l'obstacle majeur à la réconciliation nationale. »

Deux décennies après la fin de l'oppression raciale légale de l'apartheid, la question de classe est sur le devant de la scène en Afrique du sud, incarnée par les luttes de masse héroïques menées par les mineurs et d'autres sections de la classe ouvrière qui sont entrés en conflit avec le Congrès national africain.

Ces éruptions ont trouvé leur expression la plus forte le 15 août 2012 dans le massacre de 34 mineurs grévistes à la mine de platine du groupe Lonmin de Marikana, un meurtre de masse dont les images sanglantes rappelaient les pires épisodes de la répression de l'apartheid à Sharpeville et à Soweto. Cette fois-ci, cependant, l'effusion de sang était orchestrée par le gouvernement de l'ANC et ses alliés au sein de la fédération syndicale officielle, COSATU.

L'Afrique du sud est aujourd'hui le pays le plus inégalitaire de la planète. L'écart entre riches et pauvres et le nombre de sud Africains pauvres sont tous deux plus importants qu'au moment de la sortie de prison de Mandela en 1990. Un bon 60 pour cent des recettes du pays vont aux 10 pour cent classés en haut de l'échelle tandis que les 50 pour cent au bas de l'échelle vivent sous le seuil de pauvreté, recevant collectivement moins de 8 pour cent du total des revenus. Au moins 20 millions de personnes sont sans emploi, dont plus de la moitié sont de jeunes travailleurs.

Entre-temps, dans le cadre de programmes tels la « promotion économique des Noirs » (« black economic empowerment »), une mince couche d'anciens dirigeants de l'ANC, de responsables syndicaux et de petits entrepreneurs est devenue très riche du fait de leur intégration à des conseils d'administration, de l'acquisition en bourse et de contrats conclus avec le gouvernement. C'est dans ces conditions que les gouvernements de l'ANC, qui ont succédé à celui de Mandela, d'abord sous Thabo Mbeki et actuellement sous Jacob Zuma, ont fini par être considérés comme les représentants corrompus d'une riche élite dirigeante.

Mandela, qui a joué un rôle de moins en moins actif dans la vie politique du pays, a néanmoins servi de façade à l'ANC qui s'est servi de son histoire faite de sacrifices et de son image d'humble dignitaire pour dissimuler son propre délit d'initié corrompu. Bien évidemment, derrière la façade, Mandela et sa famille, ont engrangé des millions vu que ses enfants et petits-enfants ont des avoirs dans quelque 200 sociétés.

Vendredi, le New York

Suite à la page (13)

Le Sud se soulève contre Martelly !

Par Isabelle L. Papillon

La fin de la semaine écoulée était marquée par deux journées de manifestation qui ont eu lieu à Port-au-Prince et dans la troisième ville du pays, les Cayes. Á

Port-au-Prince, le vendredi 6 décembre dernier, l'objectif de la manifestation était non seulement pour continuer d'exiger le départ de Michel Martelly à la tête du pays, mais également pour apporter leur solidarité aux Haïtiens en difficultés sur le territoire dominicain. Aux Cayes, le samedi 7 décembre, des milliers de personnes sont descendues dans les rues après un rassemblement de l'Organisation politique Fanmi Lavalas, sous le leadership du Sénateur Pierre Francky Exius, pour réclamer le départ de l'équipe tèt kale. Rappelons que le 7 décembre 2010, la ville des Cayes fit l'objet de pillage et d'incendie des édifices publics de la part des partisans du candidat Michel Martelly. Trois ans plus tard, la population du Sud a constaté que rien n'a changé, c'est toujours la misère, le chômage, l'éducation à l'oral, la destruction de l'agriculture par l'importation de riz et d'autres produits de consommation, la dégradation de la situation générale du pays.

La population des Cayes a ainsi rejoint les autres départements dans le grand mouvement de mobilisation anti-Martelly à travers le pays. Il était environ 1 heure de l'après-midi quand le rassemblement prit fin à la Cayenne Night-Club, Presqu'Ile des Icaques, la foule déferlait dans les rues des Cayes, en criant haut et fort : « *Aba Martelly ! Martelly doit partir ! Michel Martelly piyajè, sousè, gagotè, vle pa vle fòk l ale. Aba Lavichè.* » Partis de la zone de Dernier Fort, les manifestants ont longé la rue principale puis ont bifurqué à la rue Toussaint Louverture où les bandits légaux du pouvoir tètkale les ont attaqués à coups de pierre. Plusieurs manifestants ont été blessés, mais déterminés, ils ont poursuivi leur parcours en passant par la grand-rue, le boulevard 4 chemins. Le bilan de cette journée de mobilisation s'est soldé par des blessés et des arrestations. Les manifestants anti-Martelly ont recouvré leur libération en fin d'après-midi sous l'intervention des parlementaires. Plusieurs parlementaires ont également participé à cette grande manifestation de la population Sud d'Haïti, parmi lesquels Pierre Francky Exius, Desras Simon Dieuseul, Jean-Baptiste Bien-Aimé, Moïse Jean-Charles, Sinal Bertrand et Arnel Bélizaire.

Le député de Port-Salut, Sinal Bertrand a dénoncé le délégué départemental du Sud, Serge Chéry qui était à la tête des bandits légaux pour attaquer les manifestants. « Nous sommes là dans les rues et nous y restons jusqu'à la fin de la manifestation. Nous n'avons pas peur des bandits du pouvoir », a-t-il déclaré en direct depuis les Cayes sur les ondes des stations de radio qui assuraient la retransmission de la manifestation.

La veille, à Port-au-Prince, des milliers de personnes ont gagné les rues en signe de solidarité avec nos compatriotes qui font objet d'une décision raciste et discriminatoire de la part des autorités dominicaines et victimes également des actes de la barbarie des Dominicains. Face à l'incapacité du président Martelly d'assurer la défense des Haïtiens vivants de l'autre côté de la frontière, les manifestants exigent une fois de plus le départ immédiat de Michel Martelly. Rassemblés au Bel Air et devant l'église de Saint-Bosco,



A Port-au-Prince, le 6 décembre, des milliers de personnes ont gagné les rues en signe de solidarité avec nos compatriotes qui font objet d'une décision raciste et discriminatoire de la part des autorités dominicaines



Aux Cayes, le samedi 7 décembre, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour réclamer le départ de l'équipe tèt kale

à l'initiative des organisations populaires du mouvement Lavalas, FOPARC, Mouvement Grand Bel Air, Opposition Populaire, MOLEGHAF et autres, des milliers de manifestants ont parcouru divers quartiers populeux de la capitale tels : Bel Air, La Saline, Saint-Martin, bas Delmas, Solino, Christ-Roi, Delmas 32 avant de déboucher sur la route de Delmas en direction de Pétion-ville où se trouve l'ambassade dominicaine en Haïti.

A l'intersection de Delmas 32 et 33, le député Arnel Bélizaire a fait brusquement son apparition au devant de la manifestation et il a déclaré : « Constatant qu'il n'y a pas assez de personnes pour aller affronter les fils de Pétion et les dispositifs de sécurité qui s'y installent, nous décidons que les manifestants soient repliés dans leur base pour définir d'autres stratégies. » Cette décision arbitraire de l'un des chefs de file ne faisait pas l'unanimité, vu qu'elle n'avait pas été préalablement l'objet d'une discussion. Certains d'entre eux ont obéi à cet ordre, quand d'autres ont décidé de poursuivre leur parcours jusqu'à l'ambassade dominicaine. Malgré la démobilisation de la manifestation, des centaines de manifestants ont poursuivi leur parcours sur la route de Delmas, renforcée en cours de route par d'autres groupes venant grossir la foule. Arrivés à Delmas 105, au niveau de l'ancien cimetière de Pétion-ville, ils ont buté sur des cordons de policiers les empêchant d'atteindre la destination, l'ambassade dominicaine, afin de protester contre les mauvais traitements infligés à nos compatriotes et les violations systématiques de leurs droits. Prétextant que la durée accordée à la manifestation était écoulée, alors qu'il était environ 3 heures PM, les policiers ont formellement interdit aux manifestants l'accès à Pétion-ville. Après de vives discussions entre les manifestants et la Police Nationale d'Haïti, les organisateurs ont décidé de mettre fin prématurément à cette manifestation de solidarité.

Donc, une fois de plus, cette énième manifestation des organisations populaires, telles : Force Patriotique pour le Respect de la Constitution (FOPARC), Opposition populaire, Mouvement Grand Bel Air, Mouvement de Liberté d'Egalite des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF) a été bloquée par les forces répressives. Les représentants des partis politiques dits de l'Opposition, notamment le Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD) ont brillé par leur absence. On se pose la question, pourquoi la défense des droits de nos compatriotes en République Dominicaine n'intéresse pas certains dirigeants traditionnels de la classe politique haïtienne qui se met toujours au service de l'oligarchie ?


Over 3,000 Vehicles to Choose from that Fit Any Budget!
A Lot of Luxury
Doesn't Cost A Lot
2011 Mercedes Benz C300*
$18,995 plus tax & tags
4 MATIC, AWD, AT, Climate, Traction, P/h/seats, MR, a/b, abs, pm, cc, ps, pb, pw. pdl, lthr, alloys, cd, tilt #68924. 13k miles.
2008 BMW 528Xi
buy for $185 per mo. 72 mos
AWD, Auto, traction, leather alloys, p/d/l, ac, p/s. Stk #64068. 33k miles. 1.99% APR, $2995 down.
2010 INFINITI G37
buy for $235 per mo. 72 mos
Auto, trac, P/H/Seats, Moonroof, cruise, p/s, leather, Alloys, Tilt, 28k, #70898. 1.99% APR, $2995 down.
2011 INFINITI FX35
buy for $315 per mo./ 72 mos
AWD, Auto, traction, leather alloys, p/d/l, ac, p/s. Stk #75345. 39k miles. 1.99% APR, $4995 down.
2010 MERCEDES GL450
buy for $424 per mo./ 72 mos
Auto, trac, P/H/Seats, Moonroof, cruise, p/s, leather, Alloys, Tilt, 56k, #75041. 1.99% APR, $4995 down.
2009 MERCEDES S 550
buy for $445 per mo./ 72 mos
Auto, trac, h/seats, cruise, p/s, p/dl, ABS, pm, Alloys, CD, 43K, #76449 1.99% APR, $4995 down.
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up.
MajorWorld.com
Tired of your old car? We'll buy it from you!**
1-888-396-2567
43-40 Northern Blvd., Long Island City, Queens
TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

Gwoup sendika nan Ayewopò entènasyonal la denonse dezòd ak koripsyon nan sistèm nan

Tout anplwaye ki nan sèvis ki chaje pou transpòte malèt ak valiz pasaje yo sa yo rele SEVIS REDCAP yo leve kanpe Lendi 9 Desanm nan pou denonse deriv, koripsyon ak anpil zak malonèt k ap fèt nan bwat leta sa a.

Selon pòt pawòl sendika yo, Mesye Exantel Ulysse, Konmisè Marc Destin ap vann djob konpayi a tankou pate cho epi li gen plizyè lòt moun k ap travay pou li sou pousantaj. Ulysse fè konnen tou, te gen plis pase 300 moun ki t ap travay, men pou kounye a se selman 120 paske depi 28 septanm li revoke 80 moun ki lage 2 bra balanse pandan yo gen timoun pou voye lekòl, bay manje epi kay pou peye ; alòske bwat la gen lajan pou tout ti malere ak ti malerez te defann ti monnen yo.

Group sendika yo lanse yon pinga bay pouvwa Martelly – Lamothe la, yo mande revokasyon ak replase konmisè polis la ak Direktè Ayeropò a ki fè bwat leta sa a tounen yon boutik prive l . Prezidan sendika fè konnen li pa alabri anba men group bandi legal Direktè a paske depi jou li kòmanse mennen batay pou denonse koripsyon nan bwat la, Yo pa janm sispann fè l gwo menas nan telefòn. Depi lè sa a tou, li pran tout angajman l pou l kontinye denonse tout sa k ap pase nan


Reyinyon gwoup sendika nan Ayewopò entènasyonal la

Bwat la san rete. Anplwaye yomenm fè konnen ; konmisè Marc Destin di yo se Prezidan Martelly menm ki mete l pou l dirije bwat la epi fè sa l vle ak lajan depi se nan enterè Prezidan an.

Pòt pawòl la kontinye pou l di; Si pa gen anyen ki di sou ka anplwaye ki mal revoke yo nan Ayeropò Tousen Louvèti a, yo pral bloke devan Ayeropò a, pou montre tout moun gouvènman sa a pa vin regle anyen pou pèp. Pou fini, yo te rele ansanm pou di : Aba konmisè Marc Destin ak Direktè a kap vann djob nan Ayeropò entènasyonal la.

Daniel Tercier & Wendel Polynice

Nan tribunal Kwadèboukè: Asiz kriminèl yo pral kòmanse

Vandredi 29 Novanm lan, Me Lyonel R. Dimanche ki se Dwayen tribinal Kwadèboukè a te envite laprès pou l di yo gen anpil gwo dosye ki pral trete nan komin lan tankou : ka kidnaping, vyòl, vòl, kadejak ak asosyasyon malfektè yo . Selon sa Dwayen an di « Li remake gen *anpil dosye ki pa janm rive trete vre; akòz gen twòp moun ki nan sekestrasyon ak prevansyon prolonje». Li di tou, «li pral goumen pou l dekonsantre prizon yo* ». Konsa seyans jijman yo pral kòmanse ; pou tout moun ki merite libere, jwenn liberasyon yo epi tout lòt ki merite kondane resevwa pèn yo jan sa dwe fèt selon jan konstitisyon an ak kòd penal la mande.

Wendel Polynice & Daniel Tercier


Me Lyonel R. Dimanche, Dwayen tribinal Kwadèboukè a

Manifestasyon kont desizyon ak move zak otorite dominiken yo



Manifestasyon pou denonse mechanste, zak kriminèl Leta rasis dominiken an ap fè sou frè dominiken desandan ayisyen k ap viv nan Repiblik dominiken.

Vandredi ki te 6 Desanm 2013 la, randevou te kase byen bonè devan legliz St Jean Bosco ki touprè kafou avyasyon an, kòm sa toujou fèt nan tout mobilizasyon ak manifestasyon ki gen pou wè ak denonsyasyon, revandikasyon ak mouvman popilasyon pou defann mas pèp ki pi defavorize nan sosyete a. Plizyè milye moun te rasanble pou di non ak mechanste, zak kriminèl Leta rasis dominiken an ap fè sou frè dominiken desandan ayisyen k ap viv nan Repiblik dominiken.

Depi 7:00 nan maten, moun te kòmanse reyini devan Legliz la a yo t ap mande gouvènman Martelly-Lamothe la pwononse l sou kriz sa a kap wonje frè nou yo ki nan repiblik dominiken ki san rele san reponn

Suite à la page (14)



Manisfestan yo te gen sou tèt yo, yon sèkèy ki ekri ; Martelly Volè! Martelly Chat!

Pwotestasyon plizyè sektè nan peyi a kont move lavi ak enjistis

Nan lokazyon 65kyèm anivèsè pwoklamasyon Deklarasyon Inivèsèl Dwamoun lan, madi 10 Desanm 2013, plizyè òganizasyon popilè tankou: Mouvman Libète Egalite ak Fratènite pou tout Ayisyen (MOLEGHAF), Mouvman ouvriye Revoke Sosyalis (MORS) ak *kòdinasyon* GRENADYE mete *tèt yo ansanm pou* yo òganize yon sitin devan Ministè Afè Sosyal ak Travay pou fòse gouvènman tètkale-Lamothe la k ap kaletet pèp ayisyen an pran bonjan dispozisyon pou rezoud pwoblèm sosyal mas yo. Yo te plizyè santèn ki t ap chante, voye eslogan tankou : *« Nou gen dwa pou n mande travay. Se travay nou vin mande. Aba chomaj ! Aba mizè ! Aba grangou ! Aba politik neyoliberal ! Aba FMI ! Aba Bank Mondyal ! Aba okipasyon ! Fò k dwa mas yo respekte, viv 36 mwa revoke yo, viv lit mas yo »*

Sou Fò Nasyonal, yon katye popilè ki chita nan kè kapital la, anpil jenn gason ak jenn fanm te òganize yon mouvman pwotestasyon pou fòse otorite yo vire je gade Fò-Nasyonal, ki pa gen wout, dlo potab, elektrisite. Yon zòn kote grangou ap fin kokobe popilasyon an, moun pa ka jwenn travay, timoun yo pa ka al lekòl, lajan rekonstriksyon an fè wout kwochi, pouvwa tètkale Martelly-Lamothe la k ap kaletèt pèp ayisyen an pa fè anyen pou popilasyon *Fò-Nasyonal la. Pèp la te* sètoblije leve kanpe madi maten 10 desanm lan pou fè tande revandikasyon l yo, olye pouvwa a te reponn revandikasyon pèp Fò-nasyonal la, se lapolis a MINISTA li te voye vin tire gwo kout zam sou popilasyon an, kote yo te blese plizyè moun, pami yo Daniel Paul k al pran swen lopital. Manifestan yo pat fè bak yo te kontinye chante. *« N ap mande travay, yo tire sou nou. N ap mande lekòl, yo tire sou nou. N ap mande manje, yo tire sou nou. N ap mande kay, yo tire sou nou. N ap mande konstriksyon kay, yo tire*

Suite à la page (14)

Haïti, vue del'intérieur(13) Les transports en commun



Le phénomène des moto-taxis

Par Catherine Charlemagne

Après avoir consacré une chronique à l'état des routes du pays, il nous a paru nécessaire de la compléter par les problématiques des transports en commun et le phénomène des moto-taxis ou taxi-motos qui, s'il est utile pour la population, ne reste pas moins un véritable fléau meurtrier pour la société tant les accidents sont légions. En tout premier lieu, il est à signaler que nous ne sommes pas les premiers et certainement les derniers à nous interroger sur l'état des transports en commun en Haïti. Il existe un flot de textes sur ce sujet. Mais nous estimons que les choses vont en s'aggravant. Alors tant que les autorités étatiques ne se décident à intervenir pour réorganiser, une fois pour toutes, le transport en commun dans ce pays, il n'est pas vain de leur rappeler les conditions dans lesquelles évolue le transport public en Haïti au vingt et unième siècle.

En Haïti, le transport en commun, s'il reste le premier moyen de déplacement, il n'en est pas moins très négligé par les autorités gouvernementales. Après les premières tentatives du début du vingtième siècle de doter le pays des moyens de transports modernes, le pays est passé de nation pionnière dans certains domaines à la queue de la charrette, avec la décadence du pays et la faillite de l'État. Avec l'indifférence de l'État pour ce secteur, certains petits artisans prennent d'assaut ce marché. En fait, il n'existe pas de transports publics. Les anciens bus CONATRA, Dignité ou Service Plus, n'ont jamais été vraiment de transport en commun public. En fait, ce qu'on appelle transport en commun relève uniquement des entités privées. Il existe une multitude d'associations et de syndicats de transports. Mais la plus grande et la plus influente reste de loin l'Association des Propriétaires et Chauffeurs d'Haïti (APCH). Chaque département possède la sienne.

Les plus significatives sont celles du nord et du sud. Et naturellement celle du département de l'Ouest. La quasi-totalité des chauffeurs de Tap-tap de Port-au-Prince de l'aire métropolitaine en sont membres. Ces organisations tentent tant bien que mal de mettre de l'ordre au sein d'une activité que finalement tout le monde pratique presque sans aucune autorisation pourvu qu'il possède une vieille camionnette ou un vieux camion. Avec le chômage et la misère, tous les pères de familles essaient de trouver à manger à leurs enfants. Pour ce faire, ils s'inventent conducteurs de camion. De Tap-tap. Chauffeur de taxis, etc. C'est pour mettre fin à cette anarchie au sein de la profession qu'on voit éclore les différents syndicats du genre. Mais en réalité ces syndicats ne s'occupent pas vraiment de l'amélioration du transport en commun dans le pays. Ils sont là en grande partie pour défendre leurs intérêts immédiats. Augmentation du prix de transport.

S'opposer au gouvernement à chaque fois que celui-ci tente de mettre de l'ordre pour corriger certaines injustices contre les voyageurs etc. Très corporatistes, les associations de conducteurs et de propriétaires de transport en commun s'opposent quasi systématiquement à toutes réformes qui auraient pu apporter une certaine nouveauté à la profession. L'on connaît le dilemme de ceux qui veulent apporter un certain changement pour le confort des passagers. Vu l'incapacité des pouvoirs publics à imposer les reformes nécessaires dans ce domaine. Quelques rares propriétaires, des nouveaux arrivés sur le marché, essaient de

faire prendre conscience aux anciens qui se croient les maitres absolus des routes d'Haïti.

Sur les circuits Cayes/P-au-P, Cap/P-au-P, Hinche/P-au-P, Jacmel/P-au-P ou Gonaïves/P-au-P, depuis quelques années l'on voyage beaucoup mieux avec des autobus plus modernes. Plus question de s'engouffrer dans des bois fouillés communément appelés Forward. Ce qui fait qu'aujourd'hui, l'on peut voyager en costume cravate d'un bout à l'autre du pays et arriver frais comme si l'on sortait de chez soi. Les bus sont climatisés, les places sont limitées comme le prévoit le constructeur. A l'intérieur, interdiction de transporter des bagages, de manger, de fumer, etc.

Preuve que les usagers n'attendaient que cette offre, les anciens bus Forward continuent comme au bon vieux temps à transporter les gens ayant des bagages à ramener à Port-au-Prince et vice versa. En revanche, le transport en commun à l'intérieur de Port-au-Prince demeure le point noir de voyage collectif en Haïti. Les multiples camionnettes (Tap-tap) qui sillonnent les principales artères de la capitale et ses alentours en déversant des milliers de passagers quotidiennement semblent restés figées dans le temps. Pire, de jour en jour la situation paraît incontrôlable. Les conducteurs ne font qu'à leur tête. Ils ne respectent rien ni personne. La police nationale semble presque désarmée et impuissante devant leur incivilité. Les passagers sont traités comme du bétail. Ils sont insultés et humiliés par des chauffeurs ou leurs contrôleurs comme s'ils étaient obligés de faire ce métier. Ils s'arrêtent où bon leur semble.

Suite à la page (14)

Mandela, Aristide : deux leaders, deux réalités ! Gare aux détracteurs !

Par Guerby Dujour

Les hypocrites n'ont pas chômé depuis la mort de Nelson Mandela, le roman international. Ils recourent tantôt Ã la doxologie tantôt au dulie pour camper, congratuler celui qui a déstabilisé les assises de la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Apologie, poésie, requiem, tout y est pour saluer le départ du géant sud-Africain. Entretemps, ces mêmes intrigants, les éternels détracteurs de l'ancien président Aristide, repassent Ã l'attaque. La mort du célèbre prisonnier leur offre l'occasion d'un lynchage médiatique de plus de l'ancien chef d'état qu'ils n'auront jamais aimé. Vite, ils se trouvent un alibi pour continuer Ã souffler sur la braise. Arguties. Clabaudages. Ils comparent. Ils cherchent tout Ã coup Mandela Ã travers Aristide. Ils cherchent l'Afrique du Sud dans les ghettos de Port-au-Prince.

Ils n'auraient pas trouvé mieux, ces sicaires en panne de pensée positive. En effet, ils prétendent que l'ex-président Aristide a raté son rendez-vous avec l'histoire pour n'avoir pas su réconcilier la nation haïtienne avec elle-même. Ils soulignent Ã mots ronflants, sans retenue, que Aristide a raté l'occasion d'être un Mandela. Ils se masturbent comme d'habitude, en quête d'un enivrant orgasme. Ils font exprès de mentir Ã eux mêmes et aux autres pour briser encore plus de porcelaine. Grands admirateurs des flammes, ces crevés qui ne jurent que par la pyromanie, n'auraient pas laissé passer l'occasion. Heureusement il y a l'histoire et les faits pour les coincer.

Haiti n'étant pas l'Afrique du Sud, la réalité entre ces deux pays ne saurait être en aucune façon la même. Ayant été fait prisonnier pendant vingt sept ans après avoir recouru Ã la dialectique des armes afin de mater l'apartheid, Mandela a renoncé Ã la violence pour recourir aux armes de la dialectique après sa libération. Mandela, la victime, a choisi lui-même de pardonner à ses bourreaux. Une démarche appréciée par plus d'un. Le pape Jean Paul II avait fait de même dans le cas du jeune turque Mehmet Ali Agca qui avait attenté Ã sa vie le 31 Mai 1981.

Dans le cas de l'ex président Aristide dont on réclame la philosophie de Nelson Mandela, qui avait-il à pardonner? Qui? A-t-il été prisonnier lui aussi pendant vingt-sept ans avant d'accéder Ã la présidence? Ce dont on est certain, c'est que Aristide n'aurait pas pu prendre sur sa responsabilité de faire oublier les cruautés, les injustices dont les Duvalieristes macoutes s'étaient rendus coupables vis à vis du peuple haïtien pendant leur vingt-neuf ans de règne obscurantiste.

Monsieur Aristide aurait commis l'impair politique irréparable de se faire passer pour le peuple haïtien, victime dans sa chair et dans son esprit des atrocités du régime sanguinaire des Duvalier. Il revenait aux dizaines de milliers de victimes de la dictature de pardonner elles-mêmes à leurs bourreaux et non à Aristide de les pardonner Ã leur place. Et là encore, quel bourreau de ce régime se trouve-t-il jusqu'Ã date en prison pour avoir contribué Ã la déchéance d'Haiti? Aucun. Ils jouissent honteusement de l'impunité après avoir liquidé des dizaines de milliers de compatriotes. Jean Claude Duvalier jusqu'ici n'a pas une seule puce Ã l'oreille. Il vit sa vie comme un duc sous les lauriers de Pétion-ville.

Raoul Cédras et Michel François, responsables Ã eux deux du coup d'état sanglant de 1991 n'ont jamais été jugés ni attaqués personnellement par Aristide. Franck Romain, l'ex-maire de Port-au-Prince accusé dans le massacre de l'ancienne église St Jean Bosco, n'a jamais été poursuivi ni attaqué par Aristide. Les milliers de victimes du coup d'état de 1991 n'ont jamais obtenu justice ni réparation. Victimes de deux coups d'État et de dix ans d'exil gratuits, Aristide ne profite guère de sa popularité pour verser dans la violence contre ses adversaires politique d'hier. Au contraire, il les reçoit chaque jour Ã Tabarre. Voyez Claude Roumain de Génération 2004 à ce propos. Donc, pourquoi cherche-t-on Ã comparer la situation d'Aristide avec celle de Mandela? Pourquoi tant d'absurdités? L'impunité, donc, ne leur suffit-il pas?

Ce qui dérange le plus, c'est lorsqu'ils se donnent raison par delà leurs inepties, leurs idioties et leur mauvaise foi. A entendre l'ancien bourreau gnbiste, Bernard Gousse, opiner sur la question au micro de Marie Lucie Bonhomme, il y a de quoi se retenir pour ne pas vomir. Ce même cerbère qui faisait emprisonner Annette Auguste, Jocelerme Privert, Yvon Neptune et tant d'autres lavalassiens au lieu de se réconcilier avec eux au lendemain du 29 Février 2004, estimait que Aristide devait faire comme Mandela. Pardonner. Comme il avait lui même pardonné au père Jean Juste, lynché en plein coeur de l'église St Pierre de Pétion-ville parce qu'il fut tout simplement un proche de l'ancien président Aristide. Oui, ce même Bernard Gousse, alors ministre de facto de la justice, qui avait blanchi Louis Jodel Chamblain, un criminel notoire dont les mains étaient trempées dans le sang des milliers de victimes du coup d'État du 30 septembre 1991 et dans celui des centaines de victimes du coup d'état du 29 Février 2004. Audace, on te reconnaît. Impur comme la corde du vidangeur, ce nécrophage n'aurait pas trouvé mieux. Lui qui a encore des cadavres lavalassiens sur sa grille.


Nelson Mandela et Jean-Bertrand Aristide

Partant du principe que comparaison n'est pas raison, on voudrait bien inviter les aigris d'hier et d'aujourd'hui Ã cesser de lâcher du lest pour rien et d'éviter de chambarder la réalité historique des deux peuples au profit de l' indécence et de la masturbation politiques. Aristide, prêtre catholique n'avait que son franc parler du haut de la chaire pour se forger un leadership, alors que Mandela n'avait que sa lutte armée dans un premier temps puis sa tempérance après 27 ans de captivité dans un second temps pour changer le cours de l'histoire en Afrique du Sud. Sauf que lui, contrairement Ã Aristide, il n'a pas connu l'exil ni échappé Ã maintes tentatives d'assassinat.

Bref, historiquement Haiti n'aura jamais été l'Afrique du Sud dont le niveau de développement est nettement supérieur par rapport a celui de notre île qui est un large nid de misère. Cependant, ce pays africain, du point de vue social, affiche des traits de ressemblance patents avec Haiti oú il y a une minorité qui dispose de toute la richesse nationale au détriment de la majorité. Une situation qui pue au nez et qui donne la rage au coeur. Un véritable apartheid qui ne dit pas encore son nom.

Dénationalisation : Un programme planifié par le PLD et la FNP depuis 2008

Par Lis Bell

Les excuses du président Danilo Médina après l'arrêt de la Cour constitutionnelle, pour témoigner sa préoccupation envers les personnes affectées par cette décision, n'étaient que du théâtre. En fait, depuis 2008, le Parti de la Libération Dominicaine dont ce chef d'Etat est issu, avait intégré dans son programme électoral l'exclusion des descendants d'Haïtiens de l'exercice de la citoyenneté, notamment de l'électorat, dans le cadre d'une alliance avec le parti ultra-nationaliste et raciste anti-haitien : la *Fuerza Nacional Progresista*. En atteste un document de campagne distribué en février 2008 et titré : ***" VOTA AZUL POR LEONEL Estamos comprometidos".***

Le document offre une déclaration sur les lignes programmatiques définies à l'Assemblée Générale de la *Fuerza Nacional Progresista* tenue le 24 février 2008. Le texte précise que : «*Le Parti de la Libération Dominicaine (PLD) comme Parti Leader de l'Alliance, autorise la Force Nationale Progressiste (FNP) à promouvoir pendant le déroulement de la campagne électorale, son programme de base sur les objectifs nationaux consignés dans le document : Estamos comprometidos (Nous sommes engagés) approuvé par la 11e Convention de la FNP le 28 février 2002 et amplifié à la Convention du 24 février 2008. Le Parti de la Libération Dominicaine (PLD) déclare partager le contenu dudit programme et s'engage à l'incorporer à son propre programme et à la mise en œuvre des actions gouvernementales*».



Le président Danilo Médina

Sonia Pierre



Juliana Deguis Pierre



Une délégation des représentants de la diaspora haïtienne de la Jamaïque, des États-Unis, du Canada, d'Haïti ainsi que les citoyens Dominicains ont offert un bouquet à Juliana Deguis Pierre, considérée comme la première dominicaine d'origine haïtienne touchée par l'arrêt 168-1 . Photo et texte : Merismas Jean Claudel

Ensemble, le PLD et la FNP se sont mis d'accord pour enlever aux Dominicains descendants d'Haïtiens toute velléité d'exercice de la citoyenneté, entre autres, celui de voter ou de briguer un poste politique. Cette disposition se développe à la section du document titré Engagements ponctuels et qui fait référence à la proposition de réforme constitutionnelle.

«Nous rejetons radicalement une quelconque intention d'accorder le pouvoir politique à une minorité de centaines de milliers d'Haïtiens et nous devons relancer notre appel pour un authentique effort de solidarité internationale avec Haïti en Haïti , comme unique moyen d'éviter dans le futur, l'émergence de situations conflictuelles aux conséquences imprévisibles» est-il écrit dans le document d'accord de la *Fuerza Nacional Progresista* et du *Parti de la Liberation Dominicaine*, daté du 24 février 2008.

En ce 4 décembre 2013 qui marque le 2e anniversaire de la disparition de la dominicaine Sonia Pierre, militante inconditionnelle pour le respect des droits à la nationalité des descendants d'Haïtiens, nous nous aventurons à réagir à la phase exécutoire du projet commun PLD-FNP de dénationalisation à travers l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Peut-être aurait-elle déclaré de sa voix ferme teintée d'amertume : «Je n'aurais jamais pensé que mon pays, la République Dominicaine, aurait pris, avec un si grand entêtement, le chemin de l'APATRIDIE et de l'APARTHEID contre des personnes qui ne connaissent que ce coin de terre, depuis leur naissance**».**

Et si jamais, Juan Bosch, de l'au-delà, se penchait sur le pays, il avouerait peut-être, qu' après toutes ces années d'expériences démocratiques en République Dominicaine, il n'aurait jamais imaginé qu'une alliance était encore aussi facile entre les tenants d'un racisme anti-haïtien au bord du nazisme, et les adeptes du PLD qu'il avait souhaité quand même être un Parti transcendant, et jouissant d'un prestige international bien mérité ».

Et si, par hasard, apparaissait l'un des premiers habitants de l'île, un indigène Taino, un sage, un Nitaino, il rappellerait sans doute aux dirigeants dominicains, tous secteurs confondus, que :

«Cette terre est un héritage millénaire des Tainos, appelés gens de bien. En 1492, à l'arrivée de Christophe Colomb, la plupart des prêtres espagnols disaient aux Tainos : Vous êtes sans droit, c'est une bonne chose. Laissez-vous exploiter jusqu'au sang !

En 2013, le prêtre au rang le plus élevé en République Dominicaine déclare aux citoyens et citoyennes descendants d'Haïtiens : Malgré la Constitution du pays, sachez que vous êtes sans droit et c'est une bonne chose qu'on vous enlève vos droits».

.....Et l'indigène Taino terminerait ainsi son message :

«En 1492, les Espagnols, en déshumanisant les indigènes Tainos, ont fait reculer l'Espagne dans son Humanité.

En 2013, gardez-vous, Dirigeants dominicains, de retarder la République Dominicaine dans son Humanité !».

En hommage à Sonia Pierre

Lis Bell, Journaliste
Port-au-Prince, Haïti. 4/12/13

Montréal, le 10 décembre 2013

Journal Haïti Liberté
1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Monsieur, Madame,

Á un moment où des Haïtiens, des politiciens, des ˝militants˝ aux convictions à géométrie variable, vendent la lutte, leur conscience en échange de certains avantages, d'un poste, d'un haut salaire afin de pouvoir s'acheter tous les symboles extérieurs du prestige bourgeois, l'équipe d'Haïti Liberté reste égale à elle-même, toujours engagée au côté du peuple.

Á une époque où bien des médias (journaux, radios, télévision) sont soudoyés, contrôlés par le gouvernement cleptomane Martelly-Lamothe à travers des soi-disant annonces publicitaires, histoire de faire de la propagande en faveur de leur régime, Haïti Liberté n'a pas mordu à l'hameçon.

Berthony Dupont a raison quand il a dénoncé l'ancien ministre de la culture Mario Dupuy dans son éditorial titré « Haïti Liberté est-il dans le collimateur du régime Martelly-Lamothe ? » Il a écrit ces phrases exemplaires : « Média progressiste, nous n'avons guère de gros moyens financiers, aussi veulent-ils nous offrir des annonces publicitaires pensant que quelques liasses de dollars vont nous donner le vertige, nous faire trahir nos principes, pareil à la majorité des parlementaires que le pouvoir a déjà achetés. » (Voir Haïti Liberté, vol.6 no 22, 23 au 29 janvier 2013).

Á une période où le combat pour un véritable changement est sacrifié à l'opportunisme ou à la cupidité, le Journal Haïti Liberté continue sans relâche d'accompagner non seulement les masses populaires dans leurs revendications mais aussi de surveiller et de dénoncer le pouvoir autocratique Martelly-Lamothe. Bravo à toute l'équipe !

Du même coup, je saisis aujourd'hui cette occasion pour demander à tous ceux et celles qui s'associent à la lutte du peuple haïtien de soutenir, en ce temps de souhaits et de cadeaux, financièrement, le Journal Haïti Liberté. C'est nécessaire.

Á tous ceux et celles qui s'indignent, des dérives de Michel Martelly, de voir notre pays occupé par la Minustah, je vous encourage à poursuivre la mobilisation en vue d'obtenir leur départ.

« Aussi longtemps, disait Camilo Torres, qu'il y aura des masses pauvres et des structures injustes, il y aura une force capable de produire des révolutions. »

Pour finir, auriez-vous la bonté de faire paraitre dans un de vos prochains numéros cette lettre et ce texte de dix-huit strophes intitulé « Nwèl sou pentad Mateli. »

Á tout le personnel du Journal, un Joyeux Noël 2013. Puisse 2014 vous apporter bien de bonnes choses. Kenbe rèd pa moli !!!

Rév. Père Renaud François
Montréal, Canada

***

Note de la Direction

La Direction du Journal remercie bien sincèrement le Père Renaud François du Canada pour ce texte qu'il nous a fait parvenir et que nous trouvons très à propos.

Toutefois, le poème qui l'accompagne paraîtra dans l'édition qui sera consacrée à la Noël le mardi 24 décembre 2013

Avec notre haute considération

Berthony Dupont

Insécurité à P-AU-P, une réalité qui démasque les hâbleries électorales

Par Jackson Rateau

« *Lè nou rive sou pouvwa sa a, pouvwa sa a pèp la pran ba nou nan bon jan eleksyon, nou pral pote chanjman nan peyi sa a. Sa vle di nou pa pral gaspiye resous peyi a menm jan sa ap fèt jounen jodi a. Peyi a pa gen ase resous pou tout gwo liks sa yo, pakèt bèl machin moun k ap travay nan leta a ap woule…Twòp ensekirite fè Ayiti sispann yon destinasyon touristik. Nou menm, nou bay tèt nou misyon pou n fè peyi a tounen sa l te ye lontan, pou n fè l tounen yon destinasyon touristik. Donk, nou pral kouri dèyè ensekirite, nou pral bay sekirite…* », avait ainsi déblatéré maintes fois le candidat Sweet Micky Michael Joseph Martelly, alors qu'il se moquait de la population haïtienne, durant sa campagne électorale.

En effet, tout récemment, le jeudi 5 Décembre 2013 dernier, au centre ville de Port-Au-Prince, Hector Célissaint, 37 ans, agent de la Police Nationale d'Haïti (PNH), a été assassiné de deux balles au cœur par des voyous circulant à moto, pendant qu'il venait tout juste de quitter une banque commerciale d'où il venait de tirer une somme d'argent. Il s'agit, en fait, d'une double tragédie assez navrante, puisque toute la famille s'apprêtait à préparer la cérémonie des funérailles d'une petite sœur qui devrait tenir lieu le samedi 7 Décembre.

Aussi, à la Rue des Miracles, proche des Archives Nationales d'Haïti, aux environs de 2 heures, Ricardo Lefeuvre, acteur, animateur du Feuilleton 'Tèt Anba' a été attaqué par des bandits à moto qui lui ont raflé un montant de 35 mille gourdes, soit 813 dollars US.

Le mercredi 3 Décembre, en milieu de journée, un autobus assurant le trajet Port-Au-Prince / Gonaïves, a été détourné par des bandits armés embusqués au niveau de Carrefour Paye, Route Nationale # 1, Artibonite. Les voyous ont brûlé jusqu'à le calciner le cadavre d'un des passagers qui se trouvait à bord de l'engin. Chacun se demande où se trouvaient les policiers cantonnés dans plusieurs commissariats répartis dans différents endroits le long de la Nationale # 1.

A rappeler que dans la nuit du Mercredi 27 au jeudi 28 Novembre dernier, des bandits qui firent irruption dans la demeure de l'ingénieur Hervé Dejean à Pétion-Ville, ont abattu le professionnel de plusieurs balles. Le même jeudi 28 Novembre, au Boulevard Harry Truman, Cité de l'Exposition, Bicentenaire, un jeune homme de 28 ans du nom de Jean Kelly Gabriel a été assassiné de plusieurs projectiles par des bandits légaux présumés être au service du gouvernement de Martelly/Lamothe.

D'autre part, à travers l'agent intérimaire Jean Ronald Coby, complice du couple Martelly/Lamothe, les bandits légaux d'Haïti, ont fait du bidonville Cité Soleil une zone de non-droit où, durant quelques mois de conflits internes, des bandits travaillant à leur solde, ont décimé des dizaines de jeunes appartenant à cette commune. D'autres localités comme Bas Delmas, St Martin, Bel-Air sont semblables à des champs de guerre, puisque de riverains ont fui ces endroits.

The Split in Fanmi Lavalas: How and Why It Came About, and What It Portends

by Kim Ives

Last week, for the first time in its history, the Fanmi Lavalas (Lavalas Family) party publicly cast out two of its leading members. It hadn't done this for other prominent members, such as Dany Toussaint in 2003, Leslie Voltaire in 2004, or Mario Dupuy in 2011, all of whom, in one way or another, betrayed the party by allying with right-wing political enemies.

Instead, the two parliamentarians singled out in a Dec. 2 press statement have been spearheading the growing nationwide uprising demanding the resignation of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe.



Dr. Maryse Narcisse, the Fanmi Lavalas coordinator, once worked for USAID with U.S. Ambassador Pamela White and Sofia Martelly, according to Sen. Moïse Jean-Charles

"The Fanmi Lavalas Political Organization protests with all its might against any public declaration which comes from some people who present themselves as Fanmi Lavalas members, Senator Moïse Jean-Charles and Deputy Arnel Bélizaire," read the note signed by FL coordinator Dr. Maryse Narcisse and other Executive Committee members including former deputy Lionel Etienne, businessman Joel Edouard "Pasha" Vorbe, and former right-wing politician Claude Roumain.

Finally, a great schism, which has been growing in the party for months, burst into the open. The leaders of two currents – one accommodating, the other confrontational – stood glaring at each other.

Sen. Moïse Jean-Charles responded immediately to the note. The Fanmi Lavalas, he told radio stations, has been taken over by a "macouto-bourgeois group." (The Tonton Macoutes were the Duvalier's repressive paramilitary force.)

"I have spoken with [former] President [Jean-Bertrand] Aristide about it," he said. "I told him it is destroying the party. I told him that unless he made a public declaration about it, I regret to say that the Fanmi Lavalas will cease being a party which defends the masses' demands. The bourgeoisie will simply take it over completely and finish with it."

Aristide's response, according to Moïse: "I am no longer involved in politics."

A Little History

Haiti's Lavalas movement was born in the 1980s during the struggle against the Duvalier dictatorship and the neo-Duvalierist juntas which followed Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier's flight from the country on Feb. 7, 1986. The goal of the movement was a national democratic revolution to break the chains of dictatorship and of foreign domination which had hobbled Haiti for decades.

Meaning "flood" in Kreyòl, Lavalas was an apt term for the movement which brought out rivers and seas of humanity in demonstrations which often ended with the chant "*Yon sèl nou fèb, ansanm nou fò, ansanm, ansanm, nou se Lavalas.*" (Alone we are weak, together we are strong, together, together, we are the flood.) It also connoted a movement that was cleansing, penetrating, and unstoppable.



Sen. Moise Jean-Charles, seen here at a Dec. 1 rally in St. Marc, has led the charge against Martelly's malfeasance

The movement, which had been largely guided by relatively untouchable Catholic priests (most of them liberation theologians) under the Duvalier regime, coalesced around then Father Aristide in his Salesian parish of St. Jean Bosco in the Port-au-Prince slum of La Saline.

The popular wave finally carried Aristide to the presidency in a Dec. 16, 1990 election, with Washington-backed former World Bank economist Marc Bazin as his principal rival.

Aristide spent most of his first presidency in exile after a 1991-1994 U.S.-backed coup d'état, but then founded the Fanmi Lavalas Political Organization (he doesn't like to call it a party) in November 1996, winning the presidency again under its banner in 2000.

Washington, with the help of Canada and France, again helped remove Aristide through a coup on Feb. 29, 2004, driving him ultimately into exile in South Africa, from which he didn't return until Mar. 18, 2011, two days before a presidential election drew a record low 24% voter participation in large part because the Fanmi Lavalas was excluded. On his arrival, Aristide called for "inclusive elections." Former ribald *konpa* singer Michel Martelly won the Mar. 20, 2011 polling, although Haiti's Electoral Council never ratified the vote, hence rendering it illegal.

Martelly Government Corruption

Although at first grudgingly tolerated by the Haitian masses ("Let's see what they can do" was the phrase often heard at the time), Martelly's regime over the past two and a half years has become deeply unpopular after carrying out a long list of illegal and provocative acts including: the arrest of peaceful protesters, of Arnel Bélizaire (an immunity-protected sitting deputy), and of plaintiffs in a suit against government corruption; the unilateral taxing of international money transfers and phone calls, the millions of dollars in proceeds from which go into an opaque presidential-controlled account; the formation of several private right-wing militias; the release or protection of known criminals who are close to the President; and the ramming through of Constitutional changes and a bizarre, unlawful electoral council.

But the most salient feature of the regime is its unprecedented and unabashed corruption. Highlights include: a $20,000 per diem for the President on his frequent trips abroad, on which he takes his family and large entourages who are given equally obscene per diems; 12 documented kick-back payments totaling $2.6 million from Dominican Sen. Felix Bautista for post-earthquake construction contracts; and the disappearance into thin air of another $100 million in post-earthquake international funds for rebuilding of a devastated Port-au-Prince neighborhood, which still lies in shambles.

The corruption centerpiece, however, is the regime's siphoning off about $1 billion from a fund filled by revenues from Venezuela's provision of all Haiti's petroleum needs. Under the 2007 PetroCaribe agreement, Haiti only has to pay from 40% to 70% of its oil bill up-front, with the remainder going into a fund which has to be repaid over the next 25 years at 1% interest. The Martelly government "borrows" from that fund for an assortment of supposed poverty alleviation programs with catchy names like *Ede Pèp* (Help the People), *Ti Manman Cheri* (Dear Little Mother), *Aba Grangou* (Down with Hunger), and *Banm Limyè, Banm Lavi* (Give Me Light, Give Me Life). But the true beneficiaries, it turns out, are Martelly cronies and family members, like his wife Sofia and son Olivier, who pull down millions in salaries for supposedly running these programs.

Enter Moïse

Leading the charge to denounce this corruption, repression, and lawlessness has been Senator Moïse Jean-Charles, who represents the North Department after having served as the Lavalas mayor of Milot, the town beneath Henri Christophe's famed mountain-top Citadelle, a nationalist symbol. Starting in late 2011, he began to take to Haiti's airwaves weekly to bare the details of Martelly's malfeasance. Government officials and fellow lawmakers would bring him juicy details of the Martelly regime's dirty dealings, and as a Senator, he would often grill squirming government ministers on the patent disappearance of funds from this or that project.

Moïse has also led the fight to end the almost 10-year-old Washington-backed foreign military occupation known as the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH). He stewarded two unanimous Senate resolutions setting deadlines for withdrawal of the UN's 9,000 troops (now set for May 28, 2014) and has traveled to Brazil, Argentina, and Uruguay to lobby government officials and lawmakers, winning a 90-day pull-out promise from the latter country's president last month.

With an almost photographic memory, a knack for numbers, and a charismatic presence even over the radio, Moïse quickly became the people's champion.

Deputy Arnel Bélizaire, who comes from and represents some of the capital's most rebellious neighborhoods in Delmas, was also embraced by Haiti's popular organizations, not only because of his arrest, but because of the progressive programming on his radio station RCH 2000 and his single-handed disruption of several unpopular votes in Haiti's largely-bought-off House of Deputies.

Meanwhile, the Executive Committee of the Fanmi Lavalas (FL) has remained completely mute on the crimes and excesses of the Martelly government and continued presence of the UN occupation. "Inclusive elections" became its one and only call.

Already the popular organizations which make up FL's base were not too enamored with Dr. Maryse Narcisse, who had been Aristide's and the party's spokesperson since 2007. (In May, at his first press conference since returning to Haiti, Aristide announced that Narcisse would be the FL's new coordinator, making her likely the party's next presidential candidate.)

Dr. Narcisse, who was born into Haiti's bourgeoisie, had never militated in any popular organization and was considered something of a outsider who had been parachuted into her position of influence.

Furthermore, the FL's Executive Committee now included Claude Roumain, the former head of Generation 2004, a right-wing party which had been allied in 1990 with Marc Bazin's Movement for the Installation of Democracy in Haiti (MIDH) in an electoral front known as the National Alliance for Democracy and Progress (ANDP). When Bazin became *de facto* Prime Minister in 1992 during the first coup against Aristide, Roumain acted as his Secretary of State for Youth and Sports. According to the pro-Lavalas website ToutHaiti.com, Roumain was also a supporter of the 2004 coup against Aristide.



A crowd at a Fanmi Lavalas rally in St. Marc on Dec. 1 listen to Sen. Moïse Jean-Charles

Despite popular grumbling about Narcisse, Roumain, and others on the Executive Committee and the growing gulf between the leadership and its base, the party kept up a brave face of unity.

Two Currents Emerge

As Moïse continued his crusade, increasingly calls emerged from the Haitian masses through radio programs and demonstrations for Martelly's resignation.

The tipping point came in July. In early 2013, a Haitian citizen, Enold Floréstal (now jailed), initiated a lawsuit against Martelly's wife and son for corruption. The case was given to Investigating Judge Jean Serge Joseph, who issued subpoenas for Lamothe and other high government officials. Martelly was reportedly enraged by the inquiry, and on Jul. 11, he ordered the judge to back off, literally spitting curse-filled threats in his face. The secret meeting, with Lamothe and Justice Minister Jean Renel Sanon also in attendance, was held at the law offices of Martelly's legal counselor Garry Lissade, who had been the lawyer for 1991 coup leader General Raoul Cédras at the 1993 Governor's Island negotiations in New York.

On Jul. 13, two days after being chewed out by Martelly, the completely panicked Judge Joseph died from a cerebral hemorrhage brought on either by stress or poison. Both Martelly and Lamothe publicly and repeatedly denied having ever met the judge or attended the meeting at Lissade's office. But both the Senate and House of Deputies have issued reports based on the testimony of dozens of witnesses – co-workers, judges, security agents, family members, etc. – detailing the meeting and the regime's threats, lies, and attempted cover-up.

Both reports, as well as a resolution by 13 deputies and the entire Senate, called for Martelly's impeachment, and the firing of Lamothe and Justice Minister Sanon. But any impeachment proceeding must be brought by the House of Deputies, where the majority block – the Parliamentarians for Stability and Progress (PSP) – is firmly in Martelly's pocket.

With the legal road blocked, the masses have increasingly resorted to the streets to demand Martelly's resignation. At about the same time, Narcisse issued a statement saying the FL was opposed to Martelly stepping down before the end of his term. She called only for elections, and during the summer, the party began to organize electoral campaign rallies in towns around Haiti.

But tensions have grown when – in towns like Mirebalais, Port-de-Paix, St. Marc, and Aux Cayes – Moïse has arrived and converted FL electoral rallies into anti-Martelly mobilizations. His message was simple: no free, fair, and sovereign elections are possible under Martelly and foreign military occupation. The rallies usually end with the crowds carrying Moïse away on their shoulders to shouts of "Martelly out, MINUSTAH out," leaving Narcisse and the Executive Committee fuming.

The Last Straw

Huge anti-Martelly demonstrations were held on Sep. 30, Oct. 17, and Nov. 7 in Port-au-Prince, Cap Haïtien, and other provincial cities. At another giant anti-Martelly demonstration on Nov. 18, Moïse announced a march on the U.S. Embassy in the Port-au-Prince suburb of Tabarre for Nov. 29, the anniversary of a 1987 election massacre.

Rumors spread on radios and websites (but were never confirmed) that U.S. Ambassador Pamela White had met with Aristide's wife, Mildred, after the march was announced.

Two days later, the FL announced that on Nov. 29 that it would hold a march to lay flowers at the Argentine School at Ruelle Vaillant, the site of the worst bloodshed 26 years ago.

The two currents now stood face-to-face. Whose call would the Lavalas popular organizations and the masses heed?

On the morning of Nov. 29, Venel Remarais of the FL-aligned Radio Solidarité and Haitian Press Agency (AHP) issued a bitter editorial against the march on the embassy, in which he accused Moïse (without naming him) of being a "Rambo," an "individual, a revolutionary with great political ambition," of suffering from "vertigo from having a swollen head," and of thinking "he is the center of everything."

"It is in respecting the rules of the game that all victory is possible,

Suite à la page (18)

NELSON MANDELA : UN HUMANISTE, UN PATRIOTE, UN RÉVOLUTIONNAIRE TOMBEUR DE L'APARTHEID, UN GÉANT DE L'HISTOIRE

Par Frantz Latour

«Si on veut avoir un exemple d'un homme inébranlablement ferme, vaillant, héroïque, absolument intègre, serein, intelligent, capable, cet exemple et cet homme est Mandela»
Fidel Castro Ruz


Prestation de serment de Nelson Mandela, 10 mai 1994

Au commencement était Rolihlahla...

Fils d'une famille royale Thembu Xhosa, du clan Madiba, Rolihlahla Mandela est né le 18 juillet 1918, à Mvezo, un petit village d'Afrique du Sud situé dans l'est de la province du Cap-oriental. Son prénom, Rolihlahla, signifie « enlever une branche d'un arbre » ou, plus familièrement, «fauteur de troubles».

À l›âge de sept ans, Rolihlahla Mandela devient le premier membre de la famille à fréquenter l'école. C'est son institutrice méthodiste qui lui donne le prénom occidental de Nelson, selon une pratique courante à cette époque. Son père décède d'une tuberculose alors qu'il n'a que neuf ans. Le régent Jongintaba de la famille royale devient alors son tuteur. Il poursuit ses études avec succès à la Clarkebury Boarding Institute. Il obtient son certificat scolaire en deux ans (au lieu de trois, habituellement). À l'âge de 16 ans, il subit «l'initiation», l'introduction à la communauté spirituelle suivant la coutume thembu. À 19 ans, Mandela poursuit ses études à l'école méthodiste d'Healdtown à Fort Beaufort, fréquentée par la plupart des membres de la famille royale. Il y pratique, entre autres, la boxe et la course à pied.

Diplômé en 1934 au Collège Wesleyan de Fort Beaufort, il rejoint l'université de Fort Hare, université «bantoue» qui allait se transformer en pépinière du nationalisme d'Afrique australe, d'où sortirent notamment Joshua Nkomo, Robert Mugabe et Kenneth Kaunda. A Fort Hare, Mandela discute de l'enseignement du Mahatma Ghandi avec son meilleur ami, Oliver Tambo (mort le 24 avril 1993). Convaincu des vertus de la non-violence, il découvre aussi, non sans quelque scepticisme, les thèses marxistes introduites clandestinement dans les chambrées studieuses


Nelson Mandela, tombeur de l'apartheid : un homme aux fortes et inébranlables convictions politiques

par le *South African Communist Party* (SACP), interdit. À la fin de sa première année, membre du conseil représentatif des étudiants, il est impliqué dans le boycott du règlement universitaire. Il est alors renvoyé de l'université. À Johannesburg il passe sa licence par correspondance à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA) puis débute des études de droit à l'université du Witwatersrand.

L'épisode fort intéressant du renvoi de Fort Hare montre le degré de conviction et de détermination de Mandela. Au cours de sa deuxième année, il est désigné, malgré lui, pour occuper l'un des six sièges du conseil représentatif des étudiants (CRE) en dépit du boycott des élections, auxquelles il participe ; ce conseil est organisé afin d'obtenir l'amélioration de la nourriture et une augmentation des pouvoirs du CRE. Mandela démissionne avec ses cinq camarades, mais est encore une fois réélu « malgré lui » avec ses cinq mêmes camarades. Il est le seul cette fois à présenter sa démission de nouveau. Après une discussion avec le principal de l'université de Fort Hare, il est renvoyé de l'université tout en gardant la possibilité de revenir s'il accepte de siéger au CRE, ce qu'il ne fait pas.

Le combat politique

C'est en 1944 que Nelson Mandela rejoint le Congrès national africain (ANC), membre de l'Internationale Socialiste, afin de lutter contre la domination politique de la minorité blanche. L'ANC connaît alors une nouvelle vigueur sous la direction d'Alfred Xuma. C'est la même année que Mandela se marie avec Evelyn Ntoko Mase. En 1945, Xuma introduit pour la première fois l'exigence du suffrage universel non racial (*one man one vote*) dans les revendications du mouvement. Dans cette perspective, Mandela adhère à la plus dynamique Ligue de jeunesse de l'ANC fondée par Anton Lembede, Walter Sisulu et Oliver Tambo, et qui incite aux actions de masse afin de lutter contre la domination politique de la minorité blanche et contre la ségrégation raciale, dont les dispositifs légaux sont alors en cours d'uniformisation sur l'ensemble des quatre provinces sud-africaines.

En 1952, Nelson Mandela, par ailleurs avocat, est élu président de l'ANC du Transvaal et vice-président national. Il mène avec l'ANC, la *defiance campaign*, une campagne désobéissance civile contre les lois considérées injustes sous le gouvernement de Daniel Malan. La campagne bat son plein lors d'une manifestation le 6 avril 1952, contre la ségrégation légalisée, et en particulier contre le port obligatoire des laissez-passer imposés aux Noirs. Sur les dix mille manifestants, huit mille cinq cents sont arrêtés, y compris Nelson Mandela.


Cérémonie de remise du prix Nobel de la paix, Oslo, décembre 1993

En 1955, alors que le Parti National (au pouvoir depuis les élections générales de 1948) semble appelé à durer au gouvernement, Mandela participe à la rédaction de la Charte de la Liberté dont le programme fondamental est la lutte contre la ségrégation raciale et l'apartheid, car c'est bien ce Parti National qui va instaurer une nouvelle politique de ségrégation connue depuis sous le nom d'apartheid ; système dans lequel le rattachement territorial puis la nationalité et le statut social dépendent du statut racial de l'individu, défavorisant ainsi largement la population noire et interdisant les mariages mixtes. À cette époque, Mandela et Tambo se sont associés au sein de leur propre cabinet et prodiguent des conseils juridiques gratuits ou à bas coût aux noirs les plus pauvres.

Mandela fête ses 90 ans. A sa gauche sa femme Graça Machel.

La promulgation du *Suppression Communist Act* du gouvernement qui considère comme communiste quiconque «cherche à provoquer un changement politique, industriel, économique ou social par des moyens illégaux», porte Mandela à demander l'union entre les nationalistes noirs et les Blancs du Parti communiste sud-africain dans le combat contre l'apartheid. Alors qu'ils sont engagés dans une résistance pacifique, le 5 décembre 1956, Mandela et 150 autres personnes sont arrêtés et accusés de trahison. Un procès marathon s'ensuit de 1956 à 1961. Aidés notamment par des fonds internationaux ils sont, au bout du compte, tous acquittés, grâce aux plaidoiries des avocats et au légalisme pointilleux des tribunaux sud-africains. En 1957, Nelson Mandela divorce de sa première femme, Evelyn Ntoko Mase, puis épouse en 1958 Winnie Madikizela-Mandela.

En 1959, l'ANC perd son plus grand soutien militant quand la plupart des activistes radicaux, des noirs, les «africanistes», bénéficiant de l'aide financière du Ghana et politique des Basothos, demandent une action plus drastique contre la politique du gouvernement, et finalement font sécession pour former le Congrès panafricain (PAC) sous la direction de Robert Sobukwe.

Fin du pacifisme

Le système de l'apartheid se durcit. Lors d'une manifestation du Congrès panafricain contre l'extension aux femmes du passeport intérieur, que les hommes noirs sont obligés de porter constamment sur eux sous peine d'être arrêtés ou déportés, a lieu le 21 mars 1960, le massacre de Sharpeville, un township de Vereeniging, dans le sud du Transvaal. Il y eut 79 morts et 178 blessés. La tuerie est le fait d'une soixantaine de policiers sur un effectif total de trois cents hommes retranchés dans un local de la police et appuyés par des véhicules blindés. Ils tirent sans sommation sur une foule d'environ cinq mille personnes dont seules trois cents sont encore à proximité du commissariat, le reste de la foule ayant commencé à se disperser.http://fr.wikipedia.org/wiki/Nelson_Mandela - cite_note-truth_.26_rec_report-48


Mandela est l'icône de la lutte contre l'Apartheid.

Les appels à la lutte armée se font alors plus pressants d'autant plus que l'ANC et le Congrès panafricain sont interdits, leurs leaders emprisonnés ou assignés à résidence. Mandela abandonne la stratégie de non-violence et fonde en 1961 l'*Umkhonto we Sizwe* (MK), qui signifie «fer de lance de la Nation» (MK), branche militaire de l'ANC prônant l'action armée. Le 16 décembre 1961, des explosions marquent aux quatre coins du pays le baptême de feu d'*Umkhonto We Sizwe*.

Nelson Mandela favorise le sabotage, qui « *n'entraîne aucune perte en vie humaine et ménage les meilleures chances aux relations interraciales* », avant de s'engager dans «*la guérilla, le terrorisme et la révolution ouverte*». La campagne de sabotage à la bombe menée par Mandela vise à : «*faire exploser des lieux symboliques de l'apartheid, comme des bureaux du passeport interne, la cour de justice pour natifs, des bureaux de poste, des bureaux du gouvernement* [...] *d'une façon telle que personne ne fût ni blessé ni tué*». Entre 1961 et 1963, quelque cent quatre-vingt-dix attaques armées sont répertoriées, principalement à Johannesburg, à Durban et au Cap.

En mai 1961, Mandela lance avec succès une grève générale où les grévistes restent à leur domicile, obligeant le gouvernement à faire intervenir la police et l'armée. Entre-temps, Mandela collecte aussi des fonds à l'étranger pour le MK et organise l'entraînement paramilitaire du groupe. Il suit une formation militaire en Algérie nouvellement indépendante et étudie Carl von Clausewitz, Mao Zedong, Che Guevara et les spécialistes de la Seconde Guerre des Boers.

Mandela était-il communiste ?

C'était une accusation du pouvoir blanc, une rumeur récurrente dans les milieux nationalistes, démentie par Nelson Mandela lui-même. Selon une documentation de l'historien britannique, Stephen Ellis, Nelson Mandela a bien appartenu clandestinement au Parti communiste sud-africain (SACP). Il a même occupé des positions de responsabilité jusqu'à son arrestation et sa condamnation à la prison à vie. Toutefois, Ellis s'empresse de préciser que la principale motivation de Nelson Mandela n'était pas idéologique, mais pragmatique. Il y voyait un moyen d'entrer en contact avec les pays du bloc soviétique, les seuls susceptibles d'aider la lutte armée dans laquelle s'est engagée l'ANC après son passage dans la clandestinité au début des années 60. Si c'était le but, ça a bien marché, puisque l'URSS et ses alliés ont aidé l'ANC pendant ses années d'exil et de lutte.

Le 5 août 1962, Nelson Mandela est arrêté après dix-sept mois de clandestinité et est emprisonné au fort de Johannesburg. Son arrestation a été rendue possible en raison des informations communiquées par la Central Intelligence Agency (CIA), sur la cachette et le déguisement de Mandela en chauffeur de voiture, à ses homologues sud-africains en échange de la

Suite à la page (15)

Whether you're buying or selling a car,
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY!~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING!†† • NO CREDIT NO PROBLEM!

OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM!

WE HAVE A CAR TO FIT EVERY BUDGET!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

'11 HYUNDAI SONATA
BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 42k miles, Stk#83604

'10 TOYOTA RAV4 4WD
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

'10 HYUNDAI CIVIC
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688

'12 CHEVY CRUZE
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

'12 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619

'11 TOYOTA SIENNA
BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236

'12 NISSAN MAXIMA
BUY FOR: $16,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#76311

'12 NISSAN PATHFINDER
BUY FOR: $17,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422

2011 CHEVY MALIBU
BUY FOR: $99 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 69396, 18k mi.

2012 TOYOTA COROLLA S
BUY FOR: $103 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 84301, 35k mi.

2012 HONDA ACCORD LX
BUY FOR: $115 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82471, 32k mi.

2011 FORD EDGE
BUY FOR: $147 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82896, 51k mi.

2009 HONDA PILOT EX
BUY FOR: $199 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 72824, 36k mi.

2011 MERCEDES C300^
BUY FOR: $18,995 PLUS TAX & TAGS
Stk# 68924, 13k mi.

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!
UP TO $3,000
• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*
Authorized Signature Required, General Manager
Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

CARS STARTING AS LOW AS $2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	$2,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	$3,995
1999	Toyota Rav4, 160k	218724	$3,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	$4,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	$5,995
2005	Honda Civic, 142k	78453	$5,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	$6,995
2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	$6,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2009	Toyota Camry, 87k	82713	$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	$7,995
2007	Toyota Corolla, 92k	74352	$7,995

»»MANAGER SPECIALS««

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	$6,995
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	$7,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	$7,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	$7,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	$8,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	$9,495
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	$9,995
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	$9,995

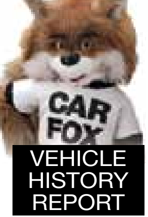
YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2009	Nissan Murano, 45k	73621	$12,888
2011	Nissan Rogue, 50k	69968	$13,995
2013	Nissan Altima, 16k	82570	$13,995
2011	GMC Terrain, 51k	82272	$13,995
2007	Lexus ES350, 53k	56974	$14,888
2010	Infiniti G37, 28k	70898	$18,995
2009	Acura MDX, 31k	73459	$22,888
2010	Lexus LS 460, 39k	82704	$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101









Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of $10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

Mandela : chute de l'Apartheid, omissions et mensonges

Par J.C. Cartagena et N. Briatte

La mort de Nelson Mandela a déclenché une multitude de louanges unanimes dans les médias et chez des personnalités politiques. Cependant certains faits sont passés sciemment sous silence, quand ils ne sont pas totalement déformés.

Beaucoup de responsables politiques occidentaux pleurent aujourd'hui la mort de Mandela et ne tarissent pas de louanges sur sa persévérance et son combat. Cependant, lorsqu'on regarde leurs actes et déclarations des années 1980, on s'aperçoit que leurs discours se sont bien accommodés de l'histoire.

En effet, ce sont ces mêmes pays occidentaux qui ont soutenu le régime de l'apartheid pour des raisons aussi bien économiques que politiques. La liste des multinationales qui se remplissaient les poches grâce à l'apartheid et des politiciens qui soutenaient le système pour d'obscures et inavouables raisons d'anticommunisme serait très longue à établir.

Dans les émissions et reportages consacrés à Mandela, la nature de sa lutte est très fréquemment déformée. En effet, d'après les commentateurs, il aurait combattu le régime uniquement par des voies pacifiques. Or, le Congrès National Africain (ANC), dont Mandela était dirigeant, a créé en 1961, en alliance avec le Parti Communiste Sudafricain (PCS), le « Fer de lance de la nation » (Umkhonto we Sizwe)(MK), sa branche armée. Mandela et Joe Slovo, secrétaire du PCS, en exerçaient le commandement.

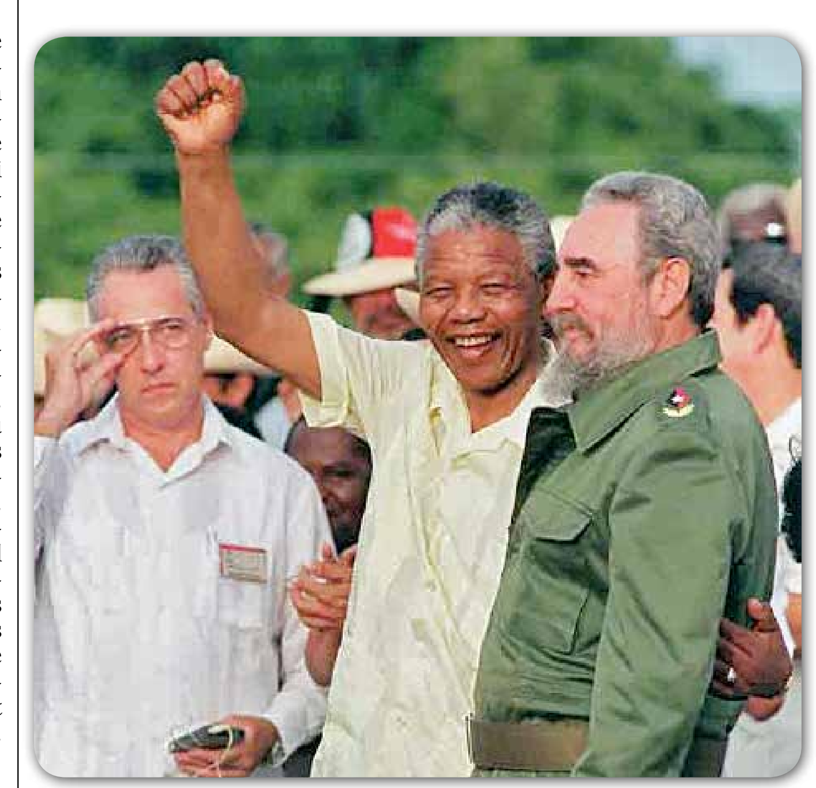
L'Etat sud africain n'a jamais respecté aucune frontière à l'heure d'exporter son régime honni et la répression meurtrière vers les pays voisins, y compris en plein coeur de l'Europe.

Mais il n'aurait jamais osé le faire, s'il n'avait pas bénéficié du soutien des pays occidentaux les plus puissants. C'est ainsi que les services de l'apartheid ont pu, en toute impunité et avec la complicité des services secrets français, assassiner en 1988 à Arcueil en Val de Marne, sous la présidence de François Mitterrand, la représentante de l'ANC en Europe, Dulcie September. C'est grâce à l'activité de Dulcie que l'opinion publique française avait découvert la lutte du peuple sud africain pour sa liberté. Mais les services français n'en étaient pas à leur première implication dans des opérations d'appui au système raciste. Déjà en 1978 à Paris, époque de soutien ouvert au régime raciste, sous le gouvernement de Giscard d'Estaing, ils avaient été impliqués dans le meurtre d'Henri Curiel, un militant franco-égyptien solidaire de l'ANC.

En 1986 aussi, Pierre-André Albertini, un jeune coopérant français accusé de porter des valises pour l'ANC, avait été emprisonné en Afrique du Sud. Rappelons qu'à cette période les Français menaient des affaires florissantes avec le régime sud-africain, y compris dans le domaine du nucléaire. M. Stirbois du Front National est allé jusqu'à traiter le jeune Albertini de « terroriste ». Il est vrai que les États Unis et certains pays européens tels que l'Angleterre, ont considéré l'ANC comme une organisation terroriste jusqu'en 2008, la qualifiant d'« organisation communiste » pour,

Suite à la page (13)

Mandela, Cuba et la fin de l'apartheid



Cuba fut le premier pays visité par Mandela après sa libération

PAR Marc Vandepitte

« Nous sommes venus ici avec un grand sentiment de culpabilité à l'égard du peuple cubain. Quel autre pays que Cuba peut s'enorgueillir d'un palmarès d'altruisme aussi impressionnant dans ses relations avec l'Afrique ? Combien de pays dans le monde bénéficient du travail des professionnels cubains de la santé ? Quel pays s'est déjà vu refuser l'aide de Cuba ? Combien de pays menacés par l'impérialisme ou en lutte pour leur libération nationale ont pu compter sur le soutien de Cuba ? En prison, j'ai entendu parler pour la première fois de l'immense appui des volontaires cubains au peuple angolais, si extraordinaire que l'on pouvait douter de sa véracité ! ... »

"Si on veut avoir un exemple d'un homme absolument intègre, cet homme, cet exemple est Mandela. Si on veut avoir un exemple d'un homme inébranlablement ferme, vaillant, héroïque, serein, intelligent, capable, cet exemple et cet homme est Mandela". Fidel 26/07/1991

L'homme qui a libéré l'Afrique du Sud de l'apartheid nous a quittés. Son importance pour l'Afrique du Sud n'est pas surestimée. Mais connaissez-vous le rôle crucial joué par Cuba pour mettre fin à l'apartheid et pour la libération de Mandela ?

Cela est peu connu, pourtant Cuba a joué un rôle déterminant dans l'abolition de l'apartheid. Depuis les années soixante-dix jusqu'aux années quatre-vingt-dix, la minuscule Cuba s'est révélée être un contrepoids essentiel à la superpuissance étasunienne.

« Sans l'internationalisme, la révolution cubaine n'existerait pas », a dit Fidel Castro dans un de ses nombreux discours. C'est une vérité. Pendant la Guerre Froide, Cuba n'a pas hésité à entreprendre des missions militaires dangereuses pour aider à lutter contre l'impérialisme des Etats-Unis. À la demande de pays frères, des expéditions internationales se sont déroulées au Vietnam, en Syrie, en Algérie, au Ghana, au Congo (Brazzaville), au Zaïre, en Guinée équatoriale, au Zimbabwe, en Ethiopie, en Somalie, en Erythrée, au Yémen du Sud, en Tanzanie, en Angola, en Namibie et en Guinée-Bissau. De plus existait un soutien aux différents mouvements de guérilla en Amérique latine.

Cuba engageait ces missions sans en tirer le moindre profit. La plupart d'entre elles furent même entreprises contre la volonté de l'Union soviétique, son protecteur et principal partenaire commercial.

La plus importante fut sans nul doute la mission en Angola. Et c'est celle-là qui nous ramène à Mandela et la fin de l'apartheid.

L'histoire commence avec l'indépendance de l'Angola en 1975. Au mois d'octobre de cette année-là, un mois avant la proclamation de l'indépendance, des troupes sud-africaines envahissent le pays, visant à chasser le MPLA (le mouvement de libération d'obédience marxiste qui arrache l'indépendance), puisqu'un régime marxiste en Angola risquait de mettre en péril leur contrôle de la Namibie.

Sans appui, il est douteux que le MPLA tienne bon et que l'Afrique du Sud parvienne à contrôler l'Angola. L'Union soviétique est très réservée. C'est la raison pour laquelle le mouvement de libération d'Angola MPLA se tourne vers Cuba pour demander une aide militaire. Cuba envoie 36.000 troupes et parvient à stopper l'avancée de l'Afrique du Sud. En mars 1976, l'armée de l'apartheid se retire.

L'affaire n'est pas encore

Suite à la page (13)

Mandela et Israël !

Par Thierry Meyssan

Les Occidentaux pleurent la mort de Nelson Mandela avec plus de tristesse que n'en manifestent les Africains. Ce deuil est une manière de solder l'idéologie coloniale et les crimes qui furent commis en son nom. Mais il est incompréhensible que ce torrent d'hommages fasse l'impasse sur la persistance d'un État raciste, historiquement fondé comme l'Afrique du Sud selon la vision du monde de Cecil Rhodes, le théoricien de « l'impérialisme germanique ». L'exemple de Mandela reste à suivre.

L'œuvre de Nelson Mandela est célébrée, partout dans le monde, à l'occasion de son décès. Mais à quoi son exemple sert-il, si nous acceptons que perdure dans un État —Israël— l'idéologie raciale qu'il a vaincue en Afrique du Sud ?

Le sionisme n'est pas un fruit du judaïsme, qui y fut longtemps farouchement opposé. C'est un projet impérialiste né de l'idéologie puritaine britannique. Au XVIIe siècle, Lord Cromwell renversa la monarchie anglaise et proclama la République. Il instaura une société égalitaire et entendit étendre autant que faire se peut, la puissance de son pays. Pour cela, il espérait nouer une alliance avec la diaspora juive qui deviendrait l'avant-garde de l'impérialisme britannique. Il autorisa donc le retour des juifs en Angleterre, d'où ils avaient été chassés quatre cents ans plus tôt, et annonça qu'il créerait un État juif, Israël. Cependant il mourut sans avoir réussi à convaincre les juifs de se joindre à son projet.

L'Empire britannique n'a depuis cessé de solliciter la diaspora juive et de proposer la création d'un État juif, comme le fit Benjamin Disraéli, Premier ministre de la reine Victoria à la conférence de Berlin (1884). Les choses changèrent avec le théoricien de l'impérialisme britannique, le « très honorable » Cecil Rhodes —le fondateur des diamants De Beers et de la Rhodésie—, qui trouva en Theodor Herzl le lobbyiste qu'il lui fallait. Les deux hommes échangèrent une abondante correspondance dont la reproduction fut interdite par la Couronne lors du centenaire de la mort de Rhodes. Le monde devait être dominé par la « race germanique » (c'est-à-dire selon

Suite à la page (13)



Le 11 avril 1975, à Jérusalem dans la résidence du Premier ministre. De gauche à droite : Eschel Rhoodie (directeur sud-africain de la Propagande), Yitzhak Rabin (Premier ministre israélien), Henrik van den Bergh (directeur des services secrets sud-africains) et Shimon Peres (ministre israélien de la Défense)

Suite de la page (4)


Mandela et Yasser Arafat


Fidel Castro et Mandela

Times a publié un article sous le titre inquiet de « La mort de Mandela laisse l'Afrique du sud sans sa référence morale. » Il est évident qu'ils craignent que le décès de Mandela ne prive l'ANC du peu de crédibilité qui lui reste en ouvrant ainsi la voie à une lutte de classe renforcée.

L'inquiétude qui règne au sein des gouvernements capitalistes et des oligarques patronaux quant aux implications du décès de Mandela sur l'actuelle crise en Afrique du sud est liée à la gratitude pour services rendus par l'ancien président et dirigeant de l'ANC. Au milieu des années 1980, lorsque la classe dirigeante sud-africaine avait entamé ses négociations avec Mandela et l'ANC afin de mettre un terme à l'apartheid, le pays se trouvait dans une profonde crise économique et au bord de la guerre civile. Le gouvernement se sentait contraint d'imposer l'état d'urgence après avoir perdu le contrôle de la classe ouvrière noire dans les townships.

Les sociétés minières, les banques et les autres entreprises internationales et sud-africaines, ainsi que les éléments les plus conscients du régime de l'apartheid reconnurent que l'ANC, et Mandela en particulier, étaient les seuls à pouvoir désamorcer un soulèvement révolutionnaire. C'est à cette fin qu'il fut libéré de prison il y 23 ans.

Utilisant le prestige qu'il avait acquis de par son association avec la lutte armée et son discours socialiste, l'ANC a œuvré pour contenir le soulèvement de masse qu'il ne contrôlait pas et qu'il ne souhaitait pas, en le subordonnant à un accord négocié qui a préservé la richesse et la propriété des sociétés internationales et des dirigeants capitalistes blancs du pays.

Avant d'entrer en fonction, Mandela et l'ANC avaient laissé tomber une grande partie du programme du mouvement, notamment les points ayant trait à la nationalisation des banques, des mines et des principales industries. Ils signèrent une lettre d'intention secrète avec le Fonds monétaire international en promettant d'appliquer une politique économique libérale, avec des coupes budgétaires drastiques, des taux d'intérêt élevés et la suppression de toutes entraves à l'entrée du capital international.

Ce faisant, Mandela a concrétisé une vision qu'il avait énoncée près de quatre décennies plus tôt lorsqu'il avait écrit que l'adoption du programme de l'ANC signifierait : « Pour la première fois de l'histoire du pays, la bourgeoisie non européenne aura l'occasion de posséder en son propre nom et son propre compte des moulins et des usines et le commerce et les entreprises privées prospéreront et s'épanouiront comme jamais auparavant. »

Mais cet « épanouissement » qui a généré des bénéfices pour les sociétés minières transnationales et les banques tout en créant une couche de multimillionnaires noirs, a été assumé par l'intensification de l'exploitation des travailleurs sud-africains.

La voie ignoble empruntée par l'ANC n'était pas un fait isolé. Durant la même période, pratiquement chacun des soi-disant mouvements de libération, allant de l'Organisation de libération de la Palestine aux Sandinistes, a poursuivi une politique similaire, en faisant la paix avec l'impérialisme et en recherchant la richesse et les privilèges pour une mince couche de la société.

Dans ce contexte, la mort de Mandela souligne le fait qu'il n'y a d'autre voie pour aller de l'avant pour la classe ouvrière d'Afrique du sud, et en fait du monde entier, hormis la lutte de classe et la révolution socialiste.

Il faut construire un nouveau parti fondé sur la théorie de la Révolution permanente élaborée par Léon Trotsky, et qui établit que dans des pays comme l'Afrique du sud, la bourgeoisie nationale, tributaire de l'impérialisme et redoutant la révolution d'en bas, est incapable de mener à bien les tâches démocratiques et sociales fondamentales auxquelles sont confrontées les masses. Ceci ne peut être réalisé que si la classe ouvrière prend le pouvoir entre ses propres mains et renverse le capitalisme, en tant que partie intégrante de la lutte internationale pour mettre un terme à l'impérialisme et établir un monde socialiste.

Wsws 7 décembre 2013

Suite de la page (12)

totalement réglée. En 1977, une rébellion éclate au sein du MPLA. Nito Alves, un ami fidèle de Moscou, organise un coup contre le dirigeant Agostinho Neto qui ne peut être déjoué que grâce aux troupes cubaines qui mènent la lutte aux côtés des combattants loyaux du MPLA.

Dans les années quatre-vingt, Cuba entre de nouveau en action. L'Afrique du Sud s'aperçoit que l'Union soviétique est affaiblie, et elle prépare une offensive au sud de l'Angola. En novembre 1987, avec l'armée rebelle UNITA, soutenue par la CIA, elle passe à l'assaut. A la demande du gouvernement angolais, Cuba envoie immédiatement 50.000 soldats. Après quelques semaines de combats intensifs, l'armée sud-africaine est battue à Cuito-Cuanavale.

L'armée de l'apartheid se retire d'abord de l'Angola puis de la Namibie. Cette déroute ne représente pas seulement une défaite militaire mais également un coup au moral. Finalement, elle provoque l'abolition de l'apartheid et contribue en même temps à la libération du Zimbabwe. Au total, sur les différentes missions, 400.000 Cubains auront combattu en Angola, dont plus de 2000 auront perdu la vie.

Après sa libération, Mandela, témoin privilégié, évalue l'action cubaine de la façon suivante :

«Nous sommes venus ici avec un grand sentiment de culpabilité à l'égard du peuple cubain. Quel autre pays que Cuba peut s'enorgueillir d'un palmarès d'altruisme aussi impressionnant dans ses relations avec l'Afrique ? Combien de pays dans le monde bénéficient du travail des professionnels cubains de la santé ? Quel pays s'est déjà vu refuser l'aide de Cuba ? Combien de pays menacés par l'impérialisme ou en lutte pour leur libération nationale ont pu compter sur le soutien de Cuba ? En prison, j'ai entendu parler pour la première fois de l'immense appui des volontaires cubains au peuple angolais, si extraordinaire que l'on pouvait douter de sa véracité ! ...

«Quel autre pays que Cuba peut s'enorgueillir d'un palmarès d'altruisme aussi impressionnant dans ses relations avec l'Afrique ? Quel pays s'est déjà vu refuser l'aide de Cuba ?

«En Afrique, nous sommes habitués à être les victimes de pays voulant s'emparer des richesses de notre territoire et saper notre souveraineté. Dans l'histoire de l'Afrique, jamais aucun autre peuple n'avait pris les armes pour nous défendre ....

«La défaite de l'armée raciste infligée à Cuito Cuanavale a été une victoire pour toute l'Afrique ! ... Sans la défaite de Cuito Cuanavale, l'interdiction de notre mouvement n'aurait jamais été levée ! La défaite de l'armée raciste à Cuito Cuanavale a permis que je sois ici aujourd'hui ! Cuito Cuanavale a marqué un tournant dans la lutte de libération du continent et dans la lutte contre le fléau de l'apartheid dans notre pays ! La défaite décisive de Cuito Cuanavale a modifié les rapports de force dans la région et considérablement réduit la capacité du régime de Pretoria à déstabiliser les pays voisins». [1]

Cuito Cuanavale a marqué un tournant dans la lutte de libération du continent et dans la lutte contre le fléau de l'apartheid dans notre pays !

Cuba fut le premier pays visité par Mandela après sa libération.

A la fin de la Guerre Froide, Cuba n'a plus envoyé de soldats mais des professeurs et surtout des médecins. Actuellement, 30.000 médecins opèrent dans plus de 90 pays et 50.000 médecins venus de 82 pays suivent une formation gratuite à Cuba. (En Belgique, avec une population de la même taille, travaillent au total 47.000 médecins.) Ces cinq dernières années, Cuba a guéri 2 millions d'aveugles. Ce n'est pas pour rien qu'Ignacio Ramonet, ancien rédacteur en chef du Monde Diplomatique, appelle Cuba une superpuissance médicale.

[1]http://www.juventudrebelde.cu/internacionales/2010-07-17/discurso-de-nelson-mandela-el-26-de-julio-de-1991/

Investig'Action 9 décembre 2013

Suite de la page (12) Mandela : chute de l'Apartheid....

d'après leurs critères, la stigmatiser.

En dehors de ses frontières, c'est envers ses propres voisins que le régime raciste sud-africain a commis les forfaits les plus terribles. Depuis 1959, la Namibie a été occupée et colonisée par l'armée sud-africaine. En Mozambique l'apartheid a soutenu une rébellion pro-occidentale. Mais c'est en Angola que le sort des guerres d'agression sud-africaines s'est joué. En effet, l'échec définitif du régime de l'apartheid a débuté par l'écrasante défaite de son armée à Cuito Cuanavale, en Angola en 1988, face aux forces conjointes angolaises du Mouvement pour la libération d'Angola (MPLA), namibiennes de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) et des internationalistes cubains. Et pourtant l'occident n'a pas lésiné sur les moyens militaires accordés à l'armée raciste en lui fournissant 7 bombes atomiques pour les employer contre les coopérants cubains qui lui infligeaient défaite après défaite.

Aujourd'hui, rares sont les médias et commentateurs politiques qui ont bien voulu rappeler l'épopée cubaine en Afrique, qui a permis à la Namibie d'accéder à l'indépendance en 1990, à l'Angola de consolider la sienne, mais qui surtout a fait vaciller les certitudes du régime de Pretoria. Et pourtant la bataille de Cuito Cuanavale a été la plus importante bataille de l'histoire de l'Afrique et, selon Nelson Mandela lui même, elle « fut le point tournant dans la lutte pour libérer le continent et notre pays du fléau de l'apartheid ! ». Mandela a affirmé que« les internationalistes cubains ont apporté une contribution à l'indépendance, la liberté et la justice en Afrique sans précédent »

Après la chute de l'apartheid, et malgré tous les chants des sirènes occidentales, Nelson Mandela ne s'est jamais trompé d'amis et a réservé son premier voyage à l'étranger à l'île de Cuba pour remercier « son frère » Fidel Castro, de l'aide apportée « dans les heures les plus sombres du peuple sud-africain ». Des paroles et des actes qui, aujourd'hui, sont passés sous silence afin de cacher d'une part la force de la solidarité internationaliste cubaine et d'autre part, la profondeur de la débâcle de l'impérialisme dans la région.

L'histoire du combat contre l'apartheid nous a appris que la combinaison de toutes sortes de luttes, y compris armée, avec d'actives solidarités internationalistes, peut venir à bout des régimes honnis même lorsqu'ils sont soutenus et protégés par les forces les plus rétrogrades et puissantes de la planète.

LGS 9 décembre 2013

Suite de la page (12) Mandela et Israël !

eux, outre les Allemands, les Britanniques —Irlandais inclus—, les États-Uniens et Canadiens, les Australiens et Néo-Zélandais, et les Sud-Africains), qui devaient étendre leur empire en conquérant des terres nouvelles avec l'aide des juifs.

Theodor Hertzl fut non seulement capable de convaincre la diaspora de se rallier à ce projet, mais il renversa l'opinion de sa communauté en utilisant ses mythes bibliques. L'État juif ne serait pas sur une terre vierge, en Ouganda ou en Argentine, mais en Palestine avec Jérusalem comme capitale. De sorte que l'actuel État d'Israël est à la fois le fils de l'impérialisme et du judaïsme.

Israël, dès sa proclamation unilatérale, s'est tourné vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie, seuls États avec lui à afficher le colonialisme de Rhodes. Peu importe de ce point de vue que les Afrikaneers aient soutenu le nazisme, ils étaient nourris de la même vision du monde. Bien que le Premier ministre John Vorster ne fit de voyage officiel en Palestine occupée qu'en 1976, dès 1953 l'Assemblée générale des Nations Unies condamna « l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme ». Les deux États travaillèrent en étroite collaboration que ce soit en matière de manipulation des médias occidentaux, de transports pour contourner les embargos, ou encore pour mettre au point la bombe atomique.

L'exemple de Nelson Mandela montre qu'il est possible de s'affranchir de cette idéologie et d'atteindre la paix civile. Aujourd'hui, Israël est le seul héritier au monde de l'impérialisme selon Cecil Rhodes. La paix civile suppose qu'Israéliens et Palestiniens trouvent leur De Klerk et leur Mandela.

Réseau Voltaire 9 décembre 2013

Nòt pou laprès

Mouvman Libète, Egalite ak Fratènite tout Ayisyen

10 Desanm 1948-10 Desanm 2013, sa fè 65 lane depi anpil peyi sou latè, pami yo ; Ayiti te reyini nan yon Asanble jeneral nan Nasyonzini pou yo te vote epi pwoklame Deklarasyon Inivèsèl Dwamoun. Peyi sa yo te mete tèt yo ansanm pou fè respekte libète tout pèp sou latè epi lite pou dwa tout pèp ak tout moun respekte tout kote.

Se nan sans sa a. Atik 3 Deklarasyon Inivèsèl Dwa moun lan di : *« Se dwa chak moun pou l chache mwayen pou konsève lavi li, konsève libète l epi pwoteje tèt li. »*

Nan peyi Ayiti, nou konstate depi kèk tan, se menm Nasyonzini sa a ki di l ap fè pwomosyon pou dwamoun respekte, k ap vyole pi gwo dwa pèp ayisyen an, ki se dwa pou l deside ki wout pou l pran nan zafè politik ak ekonomik li. Depi anviwon 20 lane gwo peyi enperyalis yo tankou : Etazini, Lafrans ak Kanada ap itilize Nasyonzini pou kenbe Ayiti anba grif yo, kote y ap souse tout ti kras san pèp la.

Jounen Jodi a Nasyonzini pa senpman kontante l ap pase dwa pèp ayisyen an anba pye l, li pote yon epidemi kolera ki deja touye plis pase 8 mil Ayisyen epi voye plis pase 800 mil lòt al kouche sou kabann lopital, san konte plizyè lòt ki tonbe anba bal kriminèl san manman sa yo, kadejak yo fè sou tifi ak tigason, vyolans y ap fè sou etidyan ak moun ki pòv nan katye popilè yo ak nan kan deplase yo ki te viktim nan tranblemanntè 12 janvye 2010 la.

Eske MINISTA ta dwe rete nan peyi a? MOLEGHAF reponn pou l di



10 Desanm 1948-10 Desanm 2013, sa fè 65 lane depi anpil peyi sou latè, pami yo ; Ayiti te reyini nan yon Asanble jeneral nan Nasyonzini pou yo te vote epi pwoklame Deklarasyon Inivèsèl Dwamoun.

NON, MINISTA pa dwe rete nan peyi a. Paske :

Sou Plan Legal : MOLEGHAF konsidere Ayiti pa gen ni lagè, ni jenosid epi li pa reprezante yon menas pou okenn peyi sou latè, ki ta kapab jistifye prezans yon fòs okipasyon. MOLEGHAF konsidere akò 9 jiyè 2004, Nasyonzini ak gouvènman defakto Alexandre-Latortue te siyen pou tabli fòs okipasyon an, pa janm pase devan Palman an jan konstitisyon an egzije l.

Sou Plan Ekonomik *:* MOLEGHAF konsidere MINISTA pa la pou pote okenn estabilite, men pito pou pwoteje enterè gwo konpayi miltinasyonal k ap eksplwate tout richès peyi a.

Sou Plan Politik : MOLEGHAF konsidere Ayiti endepandan depi 209 lane, aprè gwo batay kont kolon blan piyajè fransè yo. MOLEGHAF konsidere MINISTA gen men l tranpe nan gagòt elektoral k ap fèt nan peyi a depi aprè 2004. MOLEGHAF konsidere jan MINISTA teworize divès katye pòv nan peyi a.

Sou Plan Sosyal: MOLEGHAF konsidere depi 19 oktòb 2010, MINISTA lage nan kò*lèt pèp ayisyen an, yon epidemi k*olera ki deja touye plis pase 800 mil moun. MOLEGHAF konsidere kijan MINISTA ap touye moun, pann jenn gason nan pwòp baz yo, maspinen moun epi vyole jenn fanm ak jenn gason nan peyi a.

Pou tout rezon sa yo MOELGHAF ap kontinye ekzije depa san kondisyon fòs okipasyon Nasyonzini an nan peyi a epi mande jistis ak dedomajman pou tout viktim Kolera-MINISTA yo ak tout lòt ayisyen ki viktim zak vyolans, kriminèl ak vòl ak vyol *sòlda Nasyonzini yo nan peyi A*yiti.

Aba okipasyon
Aba Enperyalis
Viv Jistis ak reparasyon pou tout viktim yo.

Moun ki siyen nòt la : Oxygène David ak Jean Baptiste Nevelson

Suite de la page (6) manifestasiyoun

Malgre tout lajan ak kontra gouvènman Ayisyen an siyen ak fim dominiken yo, sa pa fè yo reflechi yon ti kras.

Se nan sans sa a, manifestan yo t ap mande poukisa Martelly rete bèbè konsa nan tout zak abitrè otorite dominiken yo ap fè sou frè yo ? Renald ki te vreman ankolè nan manifestasyon te deklare : “Pa gen anyen serye Martelly kapab di sou zak malonèt sa yo, paske Prezidan Martelly te resevwa anpil lajan ki pou te finanse kanpay li nan lane 2011 pou eleksyon an. Manisfestan yo te gen sou tèt yo, yon sèkèy ki ekri ; Martelly Volè! Martelly Chat! ak plizyè lòt pankat pou te di otorite yo: Atansyon , atansyon Ayiti pa pitimi ; Atansyon antansyon sispann fè rasis. Manifestasyon te pran rout Delma pou destinasyon anbasad dominiken. Te gen anpil moun ki te kanpe sou do kay yo pou aplodi bèl inityativ sa a. Gen gen plizyè lidè politik ak lidè k ap travay nan domèn sosyal ki te reponn prezan, tankou depite Arnel Belizaire , depite Levaillant Louis Jeunes, Dr Frantz Large ak plizyè militan manm FOPARK.

Dr Frantz Large ki se yon manm Fanmi lavalas te pran lapawòl pou l di Ayisyen ak Dominiken, “Nou se 2 Pèp ki kondane pou n viv ansanm sou yon sèl bout zile a ki se lil Ayiti. Se pou nou viv nan tèt ansanm, pinga nou kite okenn moun ak okenn gouvènman k ap pran lajan anba anba pou enterè pèsonel yo, nan pran kontra dominiken yo, nan fè pwojè anba tab pou vin mete nou nan divizyon pandan y ap ouvè gran mache lib echanj avèk peyi Brezil pandan yo bliye kontra yo siyen ak Gouvenman dominiken an. Dr Large denonse ak kondane zak kriminèl dominiken yo fè sou Dominiken ak Ayisyen k ap viv nan peyi Sen Domeng men li di se pa chire pit ak deklare batay ak pèp dominiken an, ki pral pote yon bon solisyon men okontrè se pito gade tout kalm nou; pou nou kapab rive derasine tout trèt ak kolon blan k ap vann peyi a bay etranje k ap fin kaletèt pèp la chak jou pi plis, nou se yon pèp ki fò, an n batay pou n libere Ayiti nan esklavaj mantal la.

Daniel Tercier & Wendel Polynice

Suite de la page (6)

sou nou. Nou gen dwa pou nou mande travay, se pa lajan, se pa kokayin n ap mande, nou gen dwa pou nou mande travay. » Yo pa t janm bliye rele *: Aba Martelly !*

Sou wout Ayewopò a, madi 10 desanm nan, ouvriye yo nan Pak Endistriyèl la ak lòt faktori ki nan zòn nan te fèmen izin yo, pran lari a pou yo pwoteste kont desizyon Konsèy Siperyè Salè a, anpil ouvriye kalifye konsèy restavèk boujwa yo, ki mete sèlman 25 goud sou sale minimòm nan, ki te 200 goud. Ouvriye yo pa dakò ak desizyon sa a, yo pran lari a pou yo kontinye reklame 500 goud salè minimòm pou 8tè travay nan yon jounen. Ouvriye ak lòt responsab sendika yo denonse 3 reprezantan sektè sendikal yo, sitou Louis Fignolé St-Cyr ki te vote desizyon *tèt chat* sa a epi mache nan kèk radyo nan peyi a pou ta fè ouvriye vale desizyon sa a, ki plis nan enterè patwon yo.

Plizyè santèn ouvriye te patisipe nan yon gwo manifestasyon ki te sòti sou wout ayewopò pou al bout devan Palman an sou Bisantnè a, kote kèk Palmantè kouwè : Arnel Bèlizaire, Steeven Benoit, Simon Dieuseul Desras te vin pale avèk foul la. Ouvriye yo t ap chante : « 500 goud salè minimòm, si yo pa ba nou 500 goud pap gen eleksyon. Aba Kons*èy Salè.* Donk plizyè sektè nan lavi nasyonal la leve kanpe chak jou pou ekzije chanjman nan kondisyon lavi yo, k ap vin pi mal chak jou. Popilasyon an fè konnen yo bouke pran manti nan bouch dirijan yo, yo leve kanpe pou yo rive dechouke ekip tètkale a nan tèt peyi a.

Suite de la page (7)

Ils augmentent le tarif à leur guise et les usagers impuissants n’ont qu’à subir. Il faut dire que le contexte facilite ce comportement arrogant et irresponsable.

En effet, la police routière et de la circulation n’existe que de nom. Les municipalités jettent l’éponge et ne s’occupent même pas à aménager des endroits pour mieux accueillir les passagers au départ et à l’arrivée. On veut pour preuve, le problème des Gares routières en Haïti et

ment les Tap-taps qui s’arrêtent à tout bout de champ. Il nous paraît pourtant tellement simple et logique d’installer des points d’arrêts fixes pour les transports en commun.

Du fait que les bus ou tout autre transport en commun à l’exception des taxis ne disposent pas de points fixes pour prendre et déposer les passagers, les chauffeurs s’autorisent à s’arrêter à la seconde dès qu’ils voient quelqu’un débout sur le trottoir sans même qu’on lui fasse signe. L’autre revers de la médaille, c’est que les conducteurs de ces transports en commun sont malheureusement obligés de s’arrêter tout autant n’importe où pour déposer les passagers qui les arrêtent à chaque minute. Résultat des courses, les autres automobilistes qui suivent derrière se trouvent pris quasiment en otage puisqu’ils ne peuvent ni dépasser ni rouler. Prenons le boulevard de Delmas et de l’avenue John Brown (Lalue). Ces tronçons sont systématiquement encombrés du fait qu’ils sont envahis par un flot interrompu de transports en commun qui, par leur attitude et leur mode de travail, causent parfois de très graves accidents. Il est grand temps que la puissance publique prenne conscience de cette réalité en vue de porter les municipalités à construire des abris bus et des arrêts de Tap-taps obligatoires afin de faciliter la circulation des véhicules dans ces agglomérations.

En Haïti, il n’y a pas un endroit où les bus et autres Tap-taps ont l’obligation de s’arrêter pour déposer et faire monter des passagers. Prendre le transport en commun en Haïti devient tellement problématique que depuis quelques années la société haïtienne a découvert une autre forme de transport tout aussi dangereux sinon plus : les moto-taxis. Avant de découvrir cet autre univers de transport, nous voulons juste signaler que le taxi traditionnel qui, en général, s’exerce en voiture n’existe plus en Haïti. Quelques vieux tacos qu’on peut rarement croiser uniquement au centre ville de Port-au-Prince arborent un ruban rouge à l’intérieur devant le pare-brise en guise d’identification comme taxi. Ce sont les signes évidents que la profession de chauffeur de taxi est en déclin. Du coup, prendre une moto-taxi devient plus intéressant. Ce d’autant plus que, c’est beaucoup plus rapide. C’est l’absence de vrais taxis dans le pays qui a expliqué la montée en puissance de ces engins en un laps de temps. D’ailleurs, ce mode de transport, après avoir remplacé les taxis traditionnels, rêve même de détrôner, en tout cas à Port-au-Prince, les célébrissimes Tap-taps.

Partout dans le pays, il n’y a que les moto-taxis qui ont le vent en poupe. Facile à piloter et très économiques. Personne ne peut dire qu’elle ne prend-

à Port-au-Prince en particulier. Elles existent mais de manière sommaire et sauvage. Les innombrables autobus et autres camions de marchandises qui arrivent quotidiennement voire 24/24 heures dans la capitale déversent leurs passagers dans des conditions infrahumaines. Il n’y a aucune gare routière proprement dite aménagée à cette fin. Quand on arrive dans ces lieux soit pour prendre ou pour descendre un bus, l’on fait face à un véritable capharnaüm. Or, les principaux responsables d’embouteillages surtout à Port-au-Prince sont naturelle

rait jamais une moto-taxi en Haïti. Cela





Les anciens bus CONATRA, Dignité ou Service Plus, n’ont jamais été vraiment de transport en commun public.

dépendra de l’urgence et de l’heure. Il est difficile de rester deux minutes devant chez soi sans voir passer une moto-taxi. Avec l’insécurité qui envahit les rues de la capitale, la cote de moto-taxis est en baisse. Néanmoins, ce moyen de transport demeure le plus courant à travers tout le pays. Peu cher et rapide, la moto-taxi ne connaît pas l’embouteillage. Les moto-taxis, qu’ils travaillent dans la capitale ou en province, se ressemblent. D’ailleurs, dans des villes comme Saint Marc où le phénomène a pratiquement vu le jour, Les Cayes, Jacmel, Cap-Haïtien, Gonaïves, Hinche ou Mirebalais, on arrive presque à la saturation. Si ce nouveau mode de transport qu’est la moto-taxi apporte un service que les taxis traditionnels (voiture) n’ont pu apporter, il a aussi fait des victimes avec l’émigration d’un nombre considérable de jeunes gens de la campagne vers les villes.

Aujourd’hui, les jeunes paysans ne travaillent plus la terre. Ils préfèrent tous emprunter un peu d’argent et s’acheter une moto à bas prix et le tour est joué. Avec cette moto, ils partent vers la ville avec l’espoir d’avoir une vie meilleure. Les conducteurs stationnent devant les banques. Les maisons de transferts d’argent. Les centres commerciaux. Les églises et les écoles. Ces taxi-motos se fondent dans le paysage haïtien. On soupçonne aussi certains conducteurs de moto-taxis d’être de connivence avec la plupart des kidnappeurs qui ont semé la panique, la peur pendant des années à Port-au-Prince et ses faubourgs. Enfin, à travers ce récit sur les conditions de se déplacer et de voyager en Haïti, nous voulons juste attirer l’attention de ceux qui ont la responsabilité de changer les choses qu’il faut le faire non pas avec l’espoir de tirer immédiatement profit, mais seulement le faire pour la prospérité. C’est le sens même de la politique.

Suite de la page (10)

libération de l›un de ses agents infiltrés, alors détenu par la police sud-africaine. D'autant que dans le contexte de la guerre froide de l'époque, Mandela est en effet considéré comme terroriste et communiste par l'administration américaine de l'époque, alliée de «l'idéologie de l'apartheid [qui] s'affichait comme ligne de défense de l'Occident» très dépendant des minéraux et métaux (or, platine, chrome, manganèse, uranium, antimoine, diamant…) dont l'Afrique du Sud, « gardienne de la route maritime du Cap » est l'un des principaux producteurs mondiaux du monde dit libre. http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_froide

Trois jours après son arrestation, Nelson Mandela est formellement accusé d'avoir organisé une grève en 1961 et d'avoir quitté le pays illégalement. Le 25 octobre, il est condamné à cinq ans de prison. Alors qu'il purge sa peine, la police arrête plusieurs dirigeants de l'ANC à Rivonia, au nord de Johannesburg, où est situé le quartier général de la direction d'Umkhonto we Sizwe, le 11 juillet 1963. Parmi les onze personnes arrêtées figurent Walter Sisulu et Govan Mbeki. Nelson Mandela est lui aussi mis en cause et, avec ses compagnons, il est accusé par le ministère public de quatre sabotages, de trahison, de liens avec le Parti communiste sud-africain, mais aussi de comploter une invasion du pays par l'étranger, ce que Mandela dément. Ce qui va donner lieu au célèbre «procès de Rivonia».

Le « procès de Rivonia » débute le 9 octobre 1963 devant la haute cour de Pretoria présidée par Quartus de Wet, un juge nommé par le gouvernement du Parti uni considéré par Mandela et les siens comme indépendant du gouvernement Verwoerdhttp://fr.wikipedia.org/wiki/Nelson_Mandela - cite_note-73 . Durant le procès, à l'aide de documents saisis à Rivonia, le procureur détaille les commandes d'armes, les liens entre l'ANC et le Parti communiste et les plans destinés à renverser le gouvernementhttp://fr.wikipedia.org/wiki/Nelson_Mandela - cite_note-Lory-72-73-70. Mandela assure lui-même sa défense. Pour se présenter devant la cour, il s'est drapé dans un kaross, la cape en peau de léopard des dignitaires xhosas. « *J'ai choisi de revêtir un costume traditionnel pour souligner le symbolisme de l'Africain noir dans un tribunal d'homme blanc* »

Dans sa déclaration pour sa défense, le 20 avril 1964, devant la Cour suprême de l'Afrique du Sud à Pretoria, Nelson Mandela expose le raisonnement qui l'a fait recourir à la violence comme tactique. Il révèle comment l'ANC a utilisé des méthodes pacifiques pour résister à l'apartheid pendant des années, jusqu'au massacre de Sharpeville, la déclaration d'état d'urgence et l'interdiction de l'ANC par le gouvernement, ce qui leur a montré que leur seul choix était de résister à travers des actes de sabotage .

Agir autrement aurait été pour eux pareil à une capitulation sans condition. Nelson Mandela explique comment ils ont écrit le manifeste de l'Umkhonto we Sizwe avec l'intention de démontrer l'échec des politiques du Parti national. Il finit sa déclaration, reproduite intégralement dans le Rand Daily Mail, le grand quotidien progressiste anglophone de Johannesburg, en disant :

«*J'ai lutté contre la domination blanche et contre la domination noire. J'ai défendu l'idéal d'une société démocratique et libre dans laquelle tous les individus vivraient ensemble en harmonie et bénéficieraient de chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère voir se réaliser. C'est un idéal pour lequel, s'il le faut, je suis prêt à mourir*», avant d'accueillir sans ciller le verdict attendu de l'apartheid, la prison à perpétuité. On a l'impression de revivre le moment historique de la plaidoirie de Fidel Castro *L'Histoire m'acquittera*.

Malgré une résolution, non contraignante du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant le procès de Rivonia, la recommandation de sanctions internationales contre l'Afrique du Sud, la résolution 181 d'août 1963 du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'apartheid et demandant à tous les États d'arrêter volontairement leurs ventes d'armes à l'Afrique du Sud, le gouvernement de Verwoerd intensifie l'application de sa politique de séparation forcée en procédant à de nombreuses expulsions de populations noires vers les zones qui leur sont attribuées afin que de bonnes terres soient développées ou habitées par les Blancs.

Un système de contrat oblige les salariés noirs de l'industrie à vivre dans des résidences-dortoirs au sein des townships loin de leurs familles demeurées en zone rurale. Les conséquences pour ces populations sont souvent catastrophiques au plan social, tandis que la population carcérale atteint cent mille personnes, un des taux les plus élevés au monde à l'époque. Entre 1960 et 1980, ce sont plus de trois millions et demi de paysans noirs qui sont dépossédés de leurs terres, sans aucun dédommagement, pour devenir un réservoir de main-d'œuvre bon marché et qui ne sont plus des concurrents pour les fermiers blancs.

La vie en prison

Mandela restera en prison d'abord sur l'île de Robben Island, de juin 1964 à avril 1982, puis à Pollsmoor, jusqu'en décembre 1988, et enfin à la prison Victor Verster, jusqu'au 11 février 1990. Mais loin d'être oublié, fort de sa conviction que « *l'homme se fait lui-même* » et qu'il est « *le maître de son destin* », il se forgea, en prison, face au gouvernement sud-africain et aux yeux du monde entier, une autorité et un prestige qui allaient changer le cours de l'Histoire.

Avec Mandela arrivèrent à Robben Island six autres prisonniers condamnés à perpétuité, dont ses amis Walter Sisulu et Ahmed Kathrada, ainsi que Govan Mbeki. Ils y retrouvèrent une trentaine d'autres prisonniers politiques. Le gouvernement avait jugé bon de les rassembler «pour éviter la diffusion du poison». Ce sera, dira Mandela, son erreur la plus grave, car les échanges entre les groupes rivaux - ANC, PAC, Marxistes, Indiens, Métis – allaient leur permettre de s'entendre sur un front commun. Robben Island s'est transformée en laboratoire politique et en université



Le 29 août 1985, des sympathisants viennent apporter leur soutien à Nelson Mandela et demandent sa libération, plus de vingt ans après emprisonnement. *AFP*

Les conditions de vie étaient très dures : réveil à 5 h 30, un seau d'eau froide pour la toilette, petit déjeuner dans la cour avec un bol de porridge. Les prisonniers devaient ensuite casser des cailloux jusqu'au sommaire repas de midi, et recommencer jusqu'à 16 heures. Une demi-heure de toilette, et ils rentraient dans leurs cellules. Le couvre-feu était à 20 heures, mais les geôles étaient éclairées toute la nuit par une ampoule de 40 watts.

En janvier 1965, les prisonniers furent contraints de travailler dans une carrière de calcaire. La chaleur y était écrasante et la lumière aveuglante. Ils durent attendre trois ans pour avoir droit à des lunettes noires, et la vue de plusieurs d'entre eux, dont Mandela, en souffrit. Mais le plus dur pour Madiba était d'être coupé de sa famille. Et il en fut ainsi jusqu'à sa libération. Il souffrait, en particulier, de ne pas voir son fils aîné, Thembi, qui avait 16 ans lorsqu'il fut condamné.

Robben Island a été une grande école pour beaucoup des prisonniers. Ainsi, l'actuel président sud-africain, Jacob Zuma, qui n'a reçu aucune éducation formelle, a dit avoir « tout appris » pendant ses dix années passées sur l'île. L'influence des dirigeants historiques de l'ANC était à ce point importante que la direction de la prison finit par séparer le noyau dur des condamnés « à perpét' », dont Mandela, de deux autres qui étaient appelés à être libérés un jour, pour éviter une trop grande « contamination ».

D'ailleurs, on a su par la suite que les prisonniers avaient trouvé le moyen de s'échanger des messages, de recevoir des nouvelles de l'extérieur, et, même, que Nelson Mandela était devenu l'«ami» de l'un de ses gardes, James Gregory, qu'il avait converti à ses vues à force de discuter avec lui.

Démarches du pouvoir blanc

Pendant les années 1980, le MK relance la guérilla, occasionnant la mort de nombreux civils, tandis que l'escadron de la mort Vlakplaas, créé pour éliminer les opposants au gouvernement de l'apartheid, commet plus d'une centaine de crimes, incluant meurtres, tortures et fraudes. Un autre escadron de la mort comme le Civil Cooperation Bureau, étend ses opérations jusqu'en Europe et assassine des militants de l'ANC, dont Dulcie September, en France en 1988.


Nelson Mandela à Robben Island, en 1977 (© Archives nationales d'Afrique du Sud).

Au cours de quatre années successives, une série de rencontres pose les bases pour de futures négociations. En février 1985, le président Pieter Willem Botha offre à Nelson Mandela, contre l'avis de ses ministres, la liberté conditionnelle en échange d'un renoncement à la lutte armée. Mandela rejette l'offre, disant dans un communiqué transmis par sa fille Zindzi : « *Quelle liberté m'est offerte alors que l'organisation du peuple demeure interdite ? Seuls les hommes libres peuvent négocier. Un prisonnier ne peut pas faire de contrat*». La même année, Botha abolit les lois sur les laissez-passer et les mariages mixtes. Mais cela est considéré comme trop timide par Nelson Mandela qui réclame toujours avec l'ANC clandestin «un homme, une voix».


Nelson Mandela et sa femme Winnie lèvent le poing en signe de victoire: après 26 ans de prison, le leader de la lutte contre l'apartheid est enfin libéré. *AFP*

Pressions internationales, démarches ultérieures

Pendant toute la durée de l'emprisonnement de Nelson Mandela, la pression locale et internationale sur le gouvernement sud-africain se fait toujours plus forte. En 1985, Mandela est le premier lauréat du prix Ludovic-Trarieux pour son engagement en faveur des droits de l'homme. Comme il est en captivité, c'est sa fille qui reçoit le prix en son nom.

En juin 1988 a lieu le concert hommage des 70 ans de Nelson Mandela à Wembley, regardé par six cents millions de téléspectateurs dans soixante-sept pays, qui expose au monde entier la captivité de Mandela et l'oppression de l'apartheid, et qui, selon l'ANC, force le régime sud-africain à libérer Mandela plus tôt que prévu. C'est ainsi que le 7 décembre 1988, il est autorisé à regagner son domicile où il est assigné en résidence surveillée, sa libération n'étant ainsi que partielle.

En 1989, alors que l'état d'urgence règne depuis quatre ans, Nelson Mandela écrit à Pieter Botha, tout en précisant que « *la question de* [sa] *libération n'en est pas une* », « *face au spectre d'une Afrique du Sud coupée en deux camps hostiles se massacrant mutuellement* », il veut faire négocier « *les deux principales organisations du pays* », le gouvernement et l'ANC. Il détermine les principaux points à traiter : « *Premièrement, la revendication de la règle de la majorité dans un État unitaire, deuxièmement, les inquiétudes de l'Afrique du Sud blanche face à cette demande.* »

Ils ont un entretien le 5 juillet 1989 dans la résidence de Botha. Cette même année, à la suite d'un accident vasculaire cérébral, Botha est remplacé par Frederik de Klerk à la tête du gouvernement. Le 15 octobre 1989, de Klerk libère sept dirigeants de l'ANC, dont Walter Sisulu, qui ont passé, chacun, vingt-cinq ans en prison. En novembre, Nelson Mandela dira de de Klerk qu'il est «*le plus sérieux et le plus honnête des leaders blancs*» avec qui il ait pu négocier. De Klerk annonce la libération de Nelson Mandela le 2 février 1990 au cours d›un discours prononcé au Parlement.

Libération et accession au pouvoir

Pour avoir travaillé ensemble en vue d'instaurer la fin de l'apartheid et un régime de transition, Nelson Mandela et Frederik de Klerk se voient décerner le Prix Nobel de la paix, en 1993. À noter que en 1979, Mandela avait reçu le Prix Nehru pour la Paix, et en 1989, le Prix Kadhafi des droits de l'Homme.

À la suite des premières élections démocratiques du 27 avril 1994, remportées largement par l›ANC, Nelson Mandela est élu Président de la république d›Afrique du Sud et prête serment à Pretoria le 10 mai 1994 devant tout le gotha politique international, d›Al Gore à Fidel Castro. Il préside au premier gouvernement non racial du pays, en l'occurrence un gouvernement d'union nationale entre l'ANC, le Parti National et le parti zoulou Inkhata. Ses deux vice-présidents sont alors Thabo Mbeki et Frederik de Klerk.

Président, Nelson Mandela fut davantage un chef d'État qu'un chef de gouvernement: il confie ce rôle à Thabo Mbeki. Sur le plan international, il redonne une légitimité à l'Afrique du Sud qu'il donne en exemple en matière de réconciliation nationale. En 1997, Mandela quitte la présidence de l'ANC qui échoit à Thabo Mbeki.

Comme il s'y était engagé lors de son élection, Nelson Mandela n'est pas candidat à un second mandat et quitte la vie politique. En 1999, Thabo Mbeki lui succède à la présidence de la république. Pour continuer de lutter en faveur des valeurs qui lui tiennent à cœur, il met sur pied la Fondation Nelson Mandela.

Comme l'a fait la rédaction du journal Le Grand Soir, il faut bien rappeler que «en 1991, Nelson Mandela, qui venait de passer 27 ans en prison au nom d'un combat pour la liberté de son peuple, a pris l'avion et a choisi d'atterrir, non pas "dans la plus grande démocratie du monde (USA)", non pas dans "la patrie des Droits de l'Homme" (France), non pas dans "la seule démocratie du Moyen-orient" (Israël, complice jusqu'au bout de l'apartheid), mais à Cuba. Et il y a prononcé, le 26 juillet 1991, le mémorable discours […] où il explique comment et pourquoi la lutte doit se poursuivre dans

Suite à la page (16)

Suite de la page (15)

son pays, où il expose à la fois ce qu'il doit au peuple cubain.

Internationalisme cubain et défaite sud-africaine

Au moment où l'Afrique du Sud raciste occupait et colonisait la Namibie, soutenait des guerres meurtrières au Mozambique et en Angola, au moment où elle faisait preuve d'une violence inouïe au sein de la population noire et pourchassait avec cruauté les membres de l'ANC, les forces internationalistes cubaines se portèrent à la rescousse de ces peuples soumis à l'oppression et à la répression soutenues par le régime raciste de Prétoria, ce, conjointement avec les forces angolaises du Mouvement pour la libération d'Angola (MPLA), et celles, namibiennes, de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO). Cette intervention internationaliste décisive qui, à Cuito Cuanavale, réduisit en poussière la morgue politico-militaire Sud-africaine, Mandela ne l'aura jamais oubliée.

Son premier voyage à l'étranger, il l'a réservé à Cuba, au peuple frère cubain, pour remercier « *son frère* » Fidel Castro, de l'aide généreuse, spontanée, apportée durant « *les heures les plus sombres du peuple sud-africain* ». Le 26 juillet 1991, il déclarait :

«Pour le peuple cubain, l'internationalisme n'est pas un mot creux, mais quelque chose que nous avons vu mettre en pratique en faveur de larges secteurs de l'humanité.

Votre présence et le renforcement de vos forces lors de la bataille de Cuito Cuanavale fut d'une importance véritablement historique. La défaite de l'armée raciste à Cuito Cuanavale fut une victoire pour toute l'Afrique ! L'écrasante défaite de l'armée raciste à Cuito Cuanavale a offert la possibilité pour l'Angola de connaître la paix et de consolider sa souveraineté !

La défaite de l'armée raciste a permis au peuple en lutte de Namibie de finalement gagner son indépendance ! La défaite décisive des agresseurs de l'apartheid brisa le mythe de l'invincibilité des oppresseurs blancs ! La défaite de l'armée de l'apartheid fut une inspiration pour tous ceux qui luttaient à l'intérieur de l'Afrique du Sud !

Sans la défaite de Cuito Cuanavale nos organisations n'auraient jamais été légalisées ! La défaite de l'armée raciste à Cuito Cuanavale a rendu possible ma présence ici aujourd'hui ! Cuito Cuanavale fut un jalon dans l'histoire de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud ! Cuito Cuanavale fut le point tournant dans la lutte pour libérer le continent et notre pays du fléau de l'apartheid ! »

Commission de la vérité et de la réconciliation

Conformément aux négociations de la période de transition, une Commission de la Vérité et de la Réconciliation, présidée par l›archevêque anglican et prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, est créée pour recueillir le récit des exactions et des crimes commis sous l›apartheid par le gouvernement, les forces de sécurité mais également par les mouvements de libération comme l›ANC. Pour Desmond Tutu, « *sans pardon, il n'y a pas d'avenir, mais sans confessions, il ne peut y avoir de pardon* ». Les coupables de violence étaient encouragés à se confesser, une amnistie étant offerte en cas d'aveux.

Les agissements de la Commission devaient en fait déboucher surtout sur des condamnations morales. Ses travaux ont laissé un goût amer pour les vingt mille victimes de l'apartheid ayant témoigné. D'abominables inculpés comme Wouter Basson surnommé « docteur la mort » ont été acquittés, et le versement des indemnisations a pris des années. Des critiques ont été émises au sein de l›ANC pour la politique de pardon et de réconciliation de Mandela envers les blancs sud-africains, son soutien des Springboks (l'équipe blanche gagnante de rugby) à peine toléré par certains de ses partisans noirs, tout comme sa visite dans le village afrikaner ultraconservateur d'Orania (où les Noirs ne sont pas admis) pour visiter la veuve du créateur des lois les plus injustes de l'apartheid.

Était-ce la meilleure façon de procéder ? Il a fallu à Mandela un rare courage et un sens aigu des conditions sociales et politiques ambiantes pour agir de la sorte. En tout cas, cette façon de faire a eu le mérite de prévenir une situation de guerre civile, et d'exposer les coupables, d'autant que Mandela lui-même eut à détailler les exactions de l'ANC, notamment en Angola dans les années 1970. Il a aussi admis par la suite que, dans sa lutte contre l'apartheid, l'ANC avait aussi violé les droits de l'homme.

Mandela, le réconciliateur

Conformément aux négociations de la période de transition, une commission « Vérité et Réconciliation » est créée pour entendre des exactions et des crimes commis sous l›apartheid par le gouvernement, les forces de sécurité mais également par les mouvements de libération. Il s›agit de confronter le passé afin de tourner la page historique douloureuse et non de juger les crimes ou exactions constatées qui, le cas échéant, en l›absence de regrets des protagonistes, seront toujours du ressort des tribunaux pénaux.

Lors de son exemplaire procès, Nelson Mandela avait déclaré qu'il luttait pour une Afrique du Sud « non raciale », qu'il était « prêt à mourir » pour cet idéal. Vingt-sept ans plus tard, il allait rester fidèle à cet idéal. En effet, la prison n'avait pas créé en lui un désir de vengeance, à la mesure de l'oppression subie par la majorité noire d'Afrique du Sud en trois siècles de colonialisme et d'apartheid. Dès son discours à la foule réunie au Cap pour saluer sa libération et, par la suite, tout au long de la période de transition et lors de son unique mandat à la tête du pays, Nelson Mandela a montré qu'il n'avait pas changé, qu'il était un homme d'Etat, conscient de son rôle historique à un moment charnière de l'histoire de son pays. Il tentait de «surmonter les blessures béantes de décennies du pire système de discrimination raciale institutionnalisée que l'homme ait jamais imaginé»

On peut se rappeler comment lors de la victoire de l'Afrique du Sud à la Coupe du monde en 1995 pour le rugby, sport blanc par excellence, Mandela avait invité tous les Sud-Africains, quelle que soit la couleur de leur peau, à s'unir autour de la victoire de l'Afrique du Sud. Pour ce faire, il lui a fallu beaucoup d'habileté, beaucoup de charisme, et une rare intuition mâtinée d'un gros bon sens politique… de jouer sur la fibre sportive de tous les Sud-Africains.

Après sa présidence

Après son divorce avec Winnie Mandela, Nelson Mandela s'est remarié avec Graça Machel, veuve de l'ancien président du Mozambique, Samora Machel. En 2006, il reçoit le prix Ambassadeur de la conscience d'Amnesty International. Nelson Mandela consacra son temps à la lutte contre le Sida.

L'illustre Mandela soutint toujours l'ANC après sa présidence. En 2008, il refusa de se prononcer sur les divisions du parti, annonça plutôt qu'il ne soutiendrait aucun candidat lors des élections générales de 2009, qu'il « *ne souhaitait pas être mêlé aux combines et aux divisions qui pointent au sein de l'ANC* ». Éventuellement, il prit parti en faveur de Zuma, rappelant alors au parti ses objectifs principaux qui sont la lutte contre la pauvreté et « *la construction d'une société unie et non raciale* ».

Hospitalisé pour une pneumonie le samedi 8 juin 2013, Mandela n'en a jamais vraiment complètement récupéré. Le 5 décembre 2013, lors d'une allocution solennelle, le président sud-africain Jacob Zuma annonçait le décès de Madiba ; ce dernier, toujours selon Zuma, est mort « paisiblement » dans sa maison, entouré des siens, à l'âge de 95 ans. C'est pratiquement toute la communauté internationale qui lui rend hommage de façon unanime pour les combats qu'il a menés tout au long de sa vie, pour son abnégation, son sens du sacrifice et de la tolérance, son respect de l'autorité du parti et des règles du jeu et l'effacement de soi, jusqu'à se séparer de sa femme Winnie, pour sauvegarder l'unité du parti.

L'homme Mandela

Au retour d'un voyage en Indonésie en 1994, Nelson Mandela demande au styliste sud-africain Yusuf Surtee de lui dessiner des chemises amples et colorées qu'il porte presque tout le temps. Exceptionnellement, depuis, verra-t-on Mandela en costume-cravate. C'est le style chemise à la Mandela qui accroche tous les regards.

A Buckingham Palace, au grand dam du protocole de Sa Majesté britannique, le dirigeant sud-africain s'est amené, portant une magnifique chemise noire en soie et satin, alors que tous les convives étaient à l'étiquette, en «pingouin», nœud papillon et smoking. Brave Madiba !



Nelson Mandela prononce son premier discours depuis sa libération après 27 ans de prison, au Cap. Il appelle la communauté sud-africaine blanche à rejoindre l'ANC afin d'oeuvrer pour une Afrique du Sud unifiée. *AFP*

Mgr. Desmond Tutu, autre prix Nobel de la paix sud-africain et farouche militant anti-apartheid, avait à l'époque critiqué le style vestimentaire de Nelson Mandela. Réponse pleine d'humour de l'intéressé : « *C'est étonnant, venant d'un homme qui porte des robes* »..

Lors d'un meeting de campagne dans la township d'Alexandra, dans la banlieue de Johannesburg, la tension est extrême. Mandela prend la parole devant une foule imprégnée de sentiments anti-Blancs après un énième massacre de Noirs. Et puis, brusquement, il s'arrête de parler. Il montre du doigt une femme blanche qui se tient debout parmi les participants, un peu en retrait.

«Cette femme, là-bas», dit-il avec un large sourire. «Elle m›a sauvé la vie.» Il l'invite à monter sur scène et l'embrasse chaleureusement. Il raconte qu'en 1988, alors qu'il était incarcéré dans la prison de Pollsmoor, près du Cap, il avait été hospitalisé après avoir attrapé la tuberculose et que c'était cette femme, une infirmière, qui l›avait soigné. Mandela réussissait ainsi à renverser l›humeur de la foule. Les grondements vengeurs se turent, noyés sous les murmures d'approbation.

Pendant sa campagne électorale, Nelson Mandela n'oubliait jamais de demander aux journalistes s'ils avaient bien dormi et s'ils avaient bien pris leur petit-déjeuner. Il le faisait avec ce chaleureux sourire aux lèvres. «Le genre de sourire qui, on le sent, n'est pas destiné aux caméras. Le genre de sourire qui vient du très profond de l'âme. Et dans le cas de Mandela, d'une âme d'une grande rareté, et d'une grande sagesse», selon le journaliste sud-africain, blanc, Bryan Pearson.

C'était l'homme dans sa pleine dimension humaine.

En guise d'adieu à Mandela

Nelson Mandela n'était assurément pas un politicien comme les autres. Certes, à la fin de son mandat, certains radicaux ont critiqué l'absence d'efficacité de la politique de son gouvernement dans la lutte contre le SIDA, dans la lutte contre les inégalités raciales ou encore la lenteur des procédures d'indemnisations des noirs spoliés sous l'apartheid. On peut aussi lui tenir rigueur de n'avoir pas favorisé l'émergence à l'intérieur de l'ANC d'un courant beaucoup plus dynamique à défendre les revendications et aspirations des masses pauvres dans la perspective des idéaux de l'ANC à son origine. Ou mieux, de n'avoir pas pris suffisamment position de façon résolue en ce sens. Au soir de sa vie (politique) peut-être qu'il ne voulait pas d'une scission qui mette en danger l'unité du parti. L'Histoire décidera.

Il n'en reste pas moins que le courage exceptionnel de Mandela, ses fortes et inébranlables convictions politiques, son intégrité à toute épreuve, son étonnante capacité à dialoguer même avec l'ennemi, son humilité, son refus d'ambition personnelle, sa vie de sacrifice dont de longues et douloureuses années en prison, son engagement à défendre les masses opprimées, sa capacité de dépassement de soi privilégiant l'intérêt général et non les mesquins intérêts personnels, son naturel à partager avec les autres comme il l'a montré durant ses 27 années d'emprisonnement, et sa belle dimension humaine font de lui un être exceptionnel qui a fait avancer de façon décisive le combat du genre humain pour la dignité et la liberté.

Pour tous les hommes et femmes de la terre épris de justice, de liberté, de haute conscience sociale, le départ de Madiba laisse en chacun d'eux la place à de fortes émotions, à un sentiment d'appartenance à une grande famille humaine réunie autour de la mémoire de Mandela. Le journal HAÏTI LIBERTÉ s'incline devant la dépouille de ce titan du courage, de la dignité et de l'honneur. La grande patrie de tous les hommes et femmes de bonne volonté lui sera à jamais reconnaissante.

Sources:

Paul Duncan *The Illustrated Long Walk to Freedom*.. Boston: Little, Brown and Company.

Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, Fayard, coll. « Livre de poche », 2003.

Jeune Afrique 05-12-2013

Jeune Afrique 09-06-2008

C.I.A. tie reported in Mandela arrest, The New-York Times, 10 juin 1990.

Monique Mas. *Nelson Mandela : un homme une voie*.. RFI 10/02/2005

Discours historique de Nelson Mandela, le 26 juillet 1991. Le Grand Soir, 6 décembre 2013.

Pierre Haski . *Dix choses que je retiens de Nelson Mandela*. Rue 89/ Le nouvel Observateur, 5 décembre 2013.

Pierre Haski, *L'Afrique blanche: Histoire et enjeux de l'apartheid*, Seuil, 1987.

Bryan Pearson. *Mandela ce sourire qui venait du plus profond de l'âme*. AFP 6 déc. 2013

WIKIPÉDIA. Nelson Mandela (Dernière modification : 8 décembre 2013)

La France accentue son intervention militaire en Centrafrique !



Un soldat français à Bangui



La France y a 410 soldats, et en a envoyé 250 de plus hier dans la capitale Bangui. Un total de 1200 soldats français devrait être envoyé en République Centrafricaine.

Par Kumaran Ira

Le 5 décembre au soir, le président François Hollande a annoncé, après la tenue d'une réunion du Conseil de défense avec les ministres du gouvernement et l'état-major de l'armée, une intervention militaire « immédiate » en République centrafricaine (RCA), une ancienne colonie française.

Hollande a déclaré que le nombre des troupes françaises en RC sera doublé « dans quelques jours, sinon quelques heures. » Cette annonce est intervenue après l'adoption hier par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution à l'initiative de la France qui autorise le déploiement de plus de troupes françaises et africaines en RCA.

La résolution de l'ONU autorise le déploiement d'une force de l'Union africaine, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Cette résolution autorise également les forces françaises « à prendre toutes les mesures nécessaires » pour soutenir la MISCA.

Quelque 2500 soldats africains sont actuellement déployés en RCA, ils seront bientôt 3500. La France y a 410 soldats, et en a envoyé 250 de plus hier dans la capitale Bangui. Un total de 1200 soldats français devrait être envoyé en RCA.

Pour justifier cette intervention supplémentaire dans son ex-colonie, la France a saisi le prétexte des violences entre la majorité chrétienne et la minorité musulmane du pays qui ont éclaté après la prise du pouvoir par les rebelles musulmans de la Seleka en mars, ceux-ci soutenus par la France. Le chef de la Seleka, Michel Djotodia, un musulman, a déposé le président François Bozizé et s'est déclaré président.

D'après les reportages, au moins 100 personnes ont été tuées et au moins 90 blessées par des attaques à la machette et aux armes à feu. Voice of America a indiqué qu'au moins huit personnes avaient été tuées et 70 personnes blessées jeudi.

Dans un bref discours pour justifier cette intervention, Hollande a affirmé agir au nom du « devoir d'assistance et de solidarité [de la France] à l'égard d'un petit pays, pays ami, pays le plus pauvre du monde qui nous appelle au secours. [...] La France est attendue pour éviter une catastrophe humanitaire, elle sera là. J'ai pleine confiance en nos soldats pour cette opération. »

L'invasion de la RCA aura lieu sans aucun vote au parlement, Hollande a fait savoir que « le gouvernement fournira des explications au Parlement dès la semaine prochaine. »

Dans une déclaration qui représente une insulte à l'intelligence de la classe ouvrière, il a insisté pour dire que « La France n'a pas d'autre objectif que de sauver des vies humaines. »

La déclaration de Hollande tente de dissimuler les motifs impérialistes de la politique de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies. Paris intervient en RCA afin de protéger les intérêts de l'impérialisme français, le pays abrite des ressources naturelles encore inexploitées dont des diamants, de l'or, de l'uranium, du bois et du pétrole. Bozizé a lui-même accusé l'impérialisme français de chercher à le faire tomber parce qu'il avait passé des accords pétroliers avec la Chine. Plus largement, cela fait partie de la multiplication des interventions impérialistes françaises, concentrées en Afrique, durant ces deux dernières années – au cours desquelles la France a attaqué la Libye, la Côte d'ivoire et le Mali et menacé de guerre la Syrie, avant que les Etats-unis ne se détournent de cette opération.

En dépit des tentatives ridicules de Hollande de nier les motifs impérialistes qui sous-tendent sa dernière guerre, son gouvernement a lui-même clairement indiqué que sa stratégie est d'augmenter les interventions françaises en Afrique pour y détruire l'influence des puissances rivales et en particulier la Chine.

Au début de la semaine, Hollande a participé à une conférence économique organisée par le ministère français de l'économie et l'organisation patronale du Medef; cette conférence s'est concentrée sur le renforcement des positions économiques françaises pour inverser la perte de parts de marchés de la France en Afrique au profit de la Chine. Il a annoncé des plans pour faire monter les investissements annuels français en Afrique à près de 20 milliards d'euros, contre 10 milliards entre 2008 et 2013.

Le ministre des finances français Pierre Moscovici a déclaré, « La France n'a pas suffisamment vu, perçu qu'il y avait de nouvelles concurrences, que nos positions n'étaient plus exclusives, plus acquises. »

De 2000 à 2011, la part de marché de la France en Afrique subsaharienne est tombée de 10,1 à 4,7 pour cent, alors que la part de marché chinoise est passée de moins de 2 pour cent en 1990 à 16 pour cent en 2011.

Cette intervention militaire est soutenue par les médias bourgeois et les partis politiques comme les conservateurs de l'UMP (le parti du précédent président Nicolas Sarkozy), et les néo-fascistes du Front national (FN).

L'ex-ministre UMP aux affaires européennes Pierre Lelouche a déclaré que l'intervention militaire visait « d'abord à mettre fin à un drame humanitaire : il y a des gens qui s'entre-tuent: il n'y a plus d'Etat, il n'y a plus rien dans ce pays. » Il a affirmé de manière absurde que, « Il n'y a aucun intérêt économique dans cette histoire, aucune volonté néo-impérialiste d'aucune sorte. C'est la raison pour laquelle l'UMP soutient le gouvernement dans cette affaire. »

Quant au FN, il a explicitement soutenu cette intervention qu'il voit comme nécessaire pour protéger les intérêts géostratégiques de l'impérialisme français dans la région. D'après le FN, « cette intervention nécessaire d'un point de vue humanitaire est également conforme aux intérêts de la France dans la région. La France doit défendre et regagner ses positions dans ce qui représente pour elle une zone d'influence indispensable. »

Paris organise un sommet Afrique-France de deux jours à partir d'aujourd'hui avec 40 dirigeants africains, qui vise à renforcer les liens économiques entre la France et l'Afrique. Ce sommet devrait être dominé par l'intervention militaire française en Centrafrique.

Wsws 6 décembre 2013

Le premier ministre britannique Cameron s'attaque aux immigrants

Par Robert Stevens



Le premier ministre britannique David Cameron

L'attaque menée cette semaine par le premier ministre David Cameron contre des migrants bulgares et roumains n'est que la dernière en date des diatribe lancées contre les immigrants dans le but de polluer l'atmosphère politique en Grande-Bretagne et en Europe.

Cameron a annoncé des mesures à l'encontre des immigrants en Grande-Bretagne et qui, a-t- il affirmé, visent « le tourisme social ». En vertu des nouvelles lois, les immigrants n'auront plus droit, en tant que droit fondamental, aux allocations chômage. Ils seront également soumis à la déportation en cas de mendicité ou s'ils dorment dehors.

L'intervention du premier ministre a eu lieu alors que les règles de l'Union européenne imposant des restrictions aux Bulgares et aux Roumains travaillant au Royaume-Uni étaient sur le point d'expirer. Ces mêmes restrictions vont également perdre leur validité en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne, au Luxembourg, à Malte, en Espagne et aux Pays-Bas.

L'expiration des restrictions de l'UE a déclenché une campagne de presse hystérique au Royaume-Uni avec des mises en garde sinistres selon lesquelles la Grande-Bretagne était en train d'être submergée par les Européens de l'Est. La presse s'est concentrée sur le fait que le niveau dérisoire des prestations sociales en Grande-Bretagne atteignait encore au moins deux fois le salaire moyen en Bulgarie.

Le jour même de l'annonce des nouvelles mesures anti-immigration, Cameron a publié une rubrique dans le Financial Times intitulée « La libre circulation au sein de l'Europe doit être moins libre. » Il écrit : « Il est temps qu'un nouveau règlement reconnaisse que la libre circulation est un principe fondamental de l'UE, mais il ne peut s'agir d'un principe inconditionné… Nous devons traiter de la même façon le domaine social. Par exemple : une libre circulation ne devrait pas concerner les allocations familiales. »

Les déclarations de Cameron ont entraîné une légère réprimande de la part du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a remarqué avoir dit à Cameron que « la libre circulation est un principe fondamental du traité et doit être maintenue. »

Venant de la part d'une telle figure, c'est de la pure hypocrisie. Il y a peu de chose qui sépare l'approche de l'immigration qui est celle de Cameron de celle de n'importe quel autre dirigeant européen important.

Les propositions avancées par Cameron pour empêcher les migrants de recevoir des prestations sociales jusqu'à ce qu'ils aient résidé trois mois au Royaume-Uni existent déjà aux Pays-Bas. Le nouveau gouvernement de grande coalition chrétien-démocrate/social-démocrate en Allemagne s'est engagé à réprimer les migrants pour « des demandes injustes de prestations sociales. » Le gouvernement PS (Parti socialiste) en France est en train de proposer des contrôles répressifs à l'encontre de travailleurs migrants intérimaires frontaliers.

D'innombrables mesures de restrictions concernant le travail migrant ont déjà été mises en place en Europe. En raison toutefois de la raison d'être de l'Union européenne en tant que zone de libre-échange, une libre circulation de la main d'œuvre est inscrite dans les traités de l'UE. Elle profite aux grandes entreprises en quête d'une main-d'œuvre tant qualifiée que non qualifiée.

C'est la raison pour laquelle l'attention de Cameron s'est portée sur une limitation du droit aux prestations sociales plutôt qu'au droit de résidence. En invoquant ceci, le vice-premier ministre, Nick Clegg, le dirigeant des libéraux-démocrates, partenaires de coalition des conservateurs, a insisté pour que les propositions du gouvernement soient compatibles avec la loi communautaire.

Suite à la page (19)

OLALA MANDELA

Lakansyèl lafrik
Pèdi yon koulè
Pi bèl koulè l
Lè lonbray lanmò
Kouvri pòpyè je
Yon gason kanson
Kou Nèlson Mandela
Papa zantray Afrika

Kansè lanfè enperyalis
Te chache toufounen
Ti bout souf ou
Fè w fè 27 lane
Nan kanpe lwen
Nan lanfè prizon
Men sa k pi fò yo
Mete w deyò djanm
Djanm sou djanm
Pou w kontinye batay

Meriken nanm reken
Anglè krabarenyen
Fransè vye tenten
Ipokrit ak voryen
Batize w teworis
Paske w te pran ris
Denonse tout ti vis
Sistèm nan donnen
Pou prita lavi
Klas ki pi piti

Nan chimen jennen
Grif lanmò sènen w
Li pat ba w chans
Pou w di wayayay
Pou w di ayayay
Mouche blan ipokrit
Fè je yo byen chèch
Kou grif kayiman
Vin kriye kou sèpan
Sou kadav yon gason
Yo te bay etikèt
Pou rele w teworis
Ala sèpan nan sen

Madiba tande sa
Pase zonbi w lòd
Pete yon gwo poum
Nan figi ipokrit
Vye sèpan nan sen
Vye sèpan a kostim
Ki vin fè hit byen vit
Tout lòt vye trèt
Ki vin fè vedèt
Sou kadav ou, kèt

Madiba tande sa
Bay zonbi w yon tap
Yon tap pou l tounen
Tounen vin goumen
Tounen vin mennen
Gwo batay goumen

Pou choute meriken
Meriken nanm reken
Ki pa sispann senyen
Tout pèp Irakyen
Afgan ak Libyen

Madiba tande sa
Bay zonbi w de tap
Mande l retounen
Tounen vin goumen
Pou ride pèp Ayisyen
Choute ak kout pye
Okipan malveyan
Okipan Minista
Ki simen grenn kolera
Pou touye jèm lavi
Nan Ayiti Toma

Madiba tande sa
Bay zonbi w kat tap
Mande l retounen
Tounen vin goumen
Pou ride pèp Malyen
Tou ak Santrafriken
Choute ak kout pye
Okipan malveyan
Manveyan fransè
Fransè bon kansè
K ap fin manpinen
Tout lòt Mandela

Madiba tande sa
Di zonbi w konsa
Nan tout tèt ki ale
Gen youn ki kale
Mande l tou rete
Pou Ayiti pa fouti
Pou Ayiti ka rejwi
Pou Ayiti pa peri
Anba pat okipan
Okipan malveyan
Okipan Minista
Aganman ti boujwa
Ki sèmante san fwa
Fò yo touye jèm lavi
Ak pwazon kolera

Madiba tande sa
Pèp aysyen di w konsa
An n siyen yon kolntra
Pou n kontinye lit la
Pou jèm lavi fleri
Nan Ayiti Toma
Ak tout lòt peyi

Ayibobo Madiba
Ayibobo Mandela
Ayibobo pou lit la
Ayibobo pou batay la
Ayibobo olala
Chapo ba Mandela

J. Fatal Piard

Suite de la page (9)

not in rebellion, hot-headedness, and charging ahead," Remarais said.

He even suggested that a "rarely seen personality," an apparent reference to Aristide, might be at the Ruelle Vaillant flower-laying.

In the end, only a few hundred people turned out to the Executive Committee's Ruelle Vaillant demonstration, while many thousands marched on the embassy, although Haitian police dispersed the demonstration with teargas and gunshots in the air before demonstrators reached the building. The people's inclinations and allegiance were clear.

The coup de grace came two days later during a Dec. 1 FL rally in St. Marc. Moïse again electrified the event, with a passionate speech calling on the people to beware of "traitors who are in the National Palace, who are in this crowd, who are everywhere... *Veye yo, veye yo, veye yo!*" Keep an eye on them!

"We demonstrated and marched on the National Palace [Sep. 30 & Oct. 17]. Then we went to see Pétion in Pétionville [Nov. 7]. Then we decided to go visit Uncle Sam, but a few of them didn't want to come with us... For their personal interests, they're afraid of Uncle Sam. But since we are the children of [Haiti's independence war leader and founding father Jean-Jacques] Dessalines, we are not afraid to look [the Americans] in the eye. [The Americans] bombarded us with their gunshots. But we're going back there."

Warned by other FL officials at the St. Marc event about Moïse's fiery speech, Narcisse and other Executive Committee members decided not to even show up. The next day they issued their note.

What Lies Ahead?

In his spirited response to the FL Executive Committee, Moïse removed the gloves he's worn for months.

"Maryse Narcisse used to work for USAID alongside Pamela White and Sofia Martelly," Moïse told *Haïti Liberté*. "It is no wonder she today adopts the positions she does."

"I have been twice elected mayor of Milot under the Fanmi Lavalas banner," he continued. "People like Claude Roumain cannot put me out of a party which



Claude Roumain, the founder of the right-wing political party Génération 2004, now sits on the Lavalas Family's Executive Committee

they have never even belonged to."

Meanwhile, Aristide has maintained his silence, making no public statements in support of either side.

The FL leadership appears to be ready to go into elections at some point in early 2014, as the Martelly regime's Electoral Council has promised and as the U.S. would like. Washington has already kicked in $10 million and the European Union 5 million euros for the election. The Deputies, in extraordinary session, finally passed the long delayed Electoral Law on Nov. 28. On Dec. 10, the National Palace announced that the new law had been sent for promulgation in the official journal, *Le Moniteur*.

Will the prospect of elections break the mobilization to uproot Martelly? Will the FL leadership enter into an agreement with the Martelly regime to take part in elections, from which the party has been excluded for the past decade?

"Anybody thinking of going into Haitian elections with Martelly should look at the blatant electoral fraud just committed in Honduras," said Henriot Dorcent, a leader of the Dessalines Coordination (KOD), a political grouping which organized a Sep. 29 Popular Forum to come up with a formula for a post-Martelly provisional government that could hold elections. The solution about 150 popular organization delegates came up with was very similar to the transitional government which held Haiti's highly successful 1990 elections which brought Aristide to power for the first time.

"Martelly cannot even hold an honest Carnaval," quipped Moïse, referring to how the president illegitimately intervened in the picking of bands for Haiti's yearly celebration. "How can he be expected to organize a fair election, especially after all that we have seen he is capable of doing?"

Libération

(pour célébrer la mémoire de Nelson Mandela)

(«Frères de toutes parts,
regardez l'amour de mes yeux
et la faveur simple
de mes mains chercheuses d'aurores.»)

Roussan Camille.

Tu es grandeur en or
dans la construction de nos édifices
aussi belle qu'une victoire inattendue
dans nos combats pour dignité.

Largement tu es répandue dans nos choix
goût de sel sur parole
à l'intérieur de nos palais
pour nous libérer d'un arrière-goût du mutisme.

Depuis les premières heures de l'enfermement
jusqu'à cet air frais de février'90
pliée mais pas cassée
ta droiture a effacé tant de barreaux
brisé des barbelés avec les dents de ses mots
même si long est encore le chemin de l'émancipation
d'un plus grand nombre de tes ombres fraternelles.

Tu es ouverture en clarté d'un écho
dans la végétation de nos voix
aussi vivante qu'une flamme indomptée
dans nos luttes pour un meilleur éclairage.

Suavement tu es ajoutée dans nos idées
parfum de détermination sur l'espérance
au milieu des marteaux-pilons de nos mains
pour casser les préjugés des pierres qui nous encombrent.

Ton matricule renferme plus de 46664 parures
et bien plus d'options rassembleuses
en vue d'une grand-messe à célébrer
bien mieux à concélébrer avec plusieurs
dans la paix d'un grand stade créé
par l'ouverture de ton cœur
même après le rideau jeté sur ta plus que vaste étoile.

Tu es bergère et troupeau confondus
en nos herbages de partout
aussi brillante qu'un vitaminé soleil pour tous
dans nos labours pour une meilleure humanité.

Fidèlement tu demeures vitesse en velours
dans la fortification de nos marches vers plénitude
aussi agréable qu'un refrain d'épis mûrs
pour notre faim de vocalises salvatrices.

Dans nos yeux tu danseras toujours
encore et toujours tu danseras
sur des notes bien à toi
cette danse de la dignité universelle devenue
par ta grande et magicienne prestance.

Lenous Suprice

Invictus (1)

Dans les ténèbres qui m'enserrent
Noires comme un puits où l'on se noie
Je rends grâce aux dieux, quels qu'ils soient
Pour mon âme invincible et fière.

Dans de cruelles circonstances
Je n'ai ni gémi ni pleuré
Meurtri par cette existence
Je suis debout, bien que blessé.

En ce lieu de colère et de pleurs
Se profile l'ombre de la Mort
Je ne sais ce que me réserve le sort
Mais je suis, et je resterai sans peur.

Aussi étroit soit le chemin
Nombreux, les châtiments infâmes
Je suis le maître de mon destin
Je suis le capitaine de mon âme.

William Ernest Henley (1843-1903)

(1) Invincible



Ndlr.

En 1875, l'écrivain britannique William Ernest Henley, rédige sur son lit d'hôpital le poème Invictus (qui signifie invincible). Atteint d'une tuberculose osseuse depuis l'âge de douze ans, il subit à 25 ans une amputation du pied jusqu'à mi-jambe. Le poème symbolise la résistance à la douleur consécutive à son amputation.

Il sera une source d'inspiration pour Nelson Mandela, enfermé pendant 27 ans à la prison de Robben Island. Au-delà du poème qui est magnifique, il y a une vérité à retenir. L'adversité nous touche tous de façon imprévisible et de manière différente. Il ne tient qu'à nous de relever le défi qu'elle nous à réserver, aussi difficile soit-il.

Suite de la page (17)

Les appels alarmistes de Cameron sont répercutés dans tout le spectre politique officiel. Sur la droite, la rhétorique anti-immigration constitue la base du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (United Kingdom Independence Party) et de tendances identiques partout en Europe. Mais c'est le parti d'opposition, le Parti travailliste britannique (Labour) qui incarne l'unanimité régnant au sein de toutes les sections de l'élite dirigeante pour faire des immigrés les boucs émissaires pour les conséquences des coupes sociales en train de détruire les services sociaux et de précipiter des millions de personnes dans la pauvreté.

Les politiciens influents du Labour ont décidé de dépasser par la droite le gouvernement en faisant un appel au sentiment anti-immigrant. L'ancien ministre britannique de l'Intérieur, Jack Straw, a dit que la décision prise par Labour en 2004 de ne pas imposer de restrictions aux migrants d'Europe de l'Est avait été une « erreur monumentale. »

Un autre ancien ministre travailliste de l'Intérieur, David Blankett, avait insisté dernièrement pour dire « Nous devons changer l'attitude et la culture » de la communauté rom au Royaume Uni si on voulait éviter un violent retour de bâton contre eux.

David Goodhart, le fondateur du magazine pro-Labour Prospect et un directeur du groupe de pression Demos, a prétendu sans fondement, que 1,5 million de migrants étaient arrivés sur le marché du travail en GB – un chiffre qui est 50 pour cent plus élevé que celui cité par Cameron. Il a proposé que la Grande-Bretagne n'accepte que des immigrés venant de pays dont le revenu par habitant correspond à 75 pour cent de la moyenne de l'UE – une proposition qui exclurait la Grèce, la Pologne, le Portugal, la Lituanie, la Lettonie et bien sûr la Bulgarie et la Roumanie.

Pour ne pas être en reste, la ministre travailliste du gouvernement fantôme travailliste, Yvette Cooper, a réagi à la diatribe de Cameron en déclarant que le premier ministre était encore « en train de faire du rattrapage » avec le parti travailliste qui avait avancé ces mêmes propositions il y a huit mois.

Le discours politique officiel est en train de virer encore plus vers la droite non pas parce que l'extrême droite est en train de capter le sentiment public, mais parce que celle-ci est en train d'ouvrir une voie où les principaux partis politiques sont plus que disposés à s'engager.

L'impulsion majeure tant pour la migration internationale que celle ayant lieu au sein de l'UE – notamment d'Europe méridionale et orientale – est donnée par la dégradation dévastatrice des conditions sociales. L'UE a joué un rôle décisif dans ce processus, par la mise en vigueur de mesures d'austérité et par diverses mesures des principaux gouvernements et grands groupes européens pour tirer vers le bas les salaires et supprimer les programmes sociaux.

Maria Damanaki, une commissaire européenne de Grèce, avait dit au début de l'année : « La stratégie de la commission européenne au cours des 18 ou 24 mois écoulés a été de réduire les coûts du travail dans tous les pays européens afin d'améliorer la compétitivité des compagnies européennes face à leurs rivales d'Europe de l'Est et d'Asie. »

Damanaki est une figure influente, députée parlementaire du PASOK, le parti social-démocrate grec, qui a joué un rôle crucial pour imposer au cours de ces quatre dernières années les dictats des créanciers des banques grecques.

Suite à des années d'austérité brutale, les salaires des travailleurs d'Europe de l'Est ont chuté à des niveaux de misère. La Bulgarie est le plus pauvre pays de l'UE avec un salaire mensuel moyen d'à peine 350 euros.

Mais il ne s'agit pas là uniquement d'un phénomène qui se retrouve en Europe de l'Est. Les attaques incessantes menées depuis le krach financier mondial de 2008 contre les travailleurs, tant par le gouvernement travailliste que par l'actuelle coalition, ont fait chuter le niveau de vie durant une période plus longue qu'à n'importe quel autre moment depuis 1870.

Le Parti de l'Egalité socialiste (Socialist Equality Party, SEP) défend le droit des travailleurs de vivre et de travailler où bon leur semble ainsi que la libre circulation sur tout le continent et au plan international. Les conditions préalables à la défense des droits des travailleurs dans n'importe quel pays sont la solidarité et l'unité de leur lutte avec les travailleurs des autres pays. Au cœur de l'agitation anti-immigration il y a un effort calculé de la part des classes dirigeantes pour détourner d'eux la colère sociale et pour diviser la classe ouvrière selon des lignes nationales, raciales, ethniques et religieuses.

L'UE n'est en aucun cas un instrument pour défendre les droits démocratiques et sociaux des travailleurs, qu'ils soient nés dans le pays ou immigrés. L'UE existe uniquement pour faciliter ce que le patronat exige pour engranger des profits aux dépens des salaires, des emplois et des moyens d'existence de la population laborieuse. La défense du niveau de vie des travailleurs et de leurs droits sociaux requiert le lancement d'un mouvement de masse de la classe ouvrière sur tout le continent contre l'Union européenne, pour le renversement du capitalisme et l'établissement de gouvernements ouvriers dans le cadre d'Etats socialistes unis d'Europe.

Wsws 30 novembre 2013

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUCTIONS
Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call 917-336-1254 Today!

DRIVERS
HOME WEEKLY & BI-WEEKLY EARN $900-$1200/ WK. Major Benefits Available Class A-CDL & 6 Mos. Exp Reg. No Canada, HAZMAT or NYC! 877-705-9261

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

REAL ESTATE
Sebastian, Florida: Affordable custom factory constructed homes $45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes ,minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419

WANTED TO BUY
WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Zippo Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402.